défense nationale
et sécurité collective

études politiques - stratégiques - militaires - économiques - scientifiques

FORMATION ET RECHERCHE STRATÉGIQUE
HORIZON 2015

Monde chaotique, menaces stratégiques

Xavier RAUFER

Extrait du n° 12 - décembre 2008

Monde chaotique, menaces stratégiques

Xavier RAUFER

Constatant l'absence d'imagination des analyses stratégiques récentes, en particulier le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, l'auteur recommande de travailler à l'intersection de la géopolitique et de la criminalité.

Après avoir étudié l'état de la sécurité de l'Europe et du monde, et s'être demandé de quoi les Européens ont peur, et ce qu'est devenue la guerre, Xavier Raufer entre dans le vif du sujet et définit la stratégie à adopter pour s'attaquer à la « triade » : entités dangereuses (criminalité organisée et terrorisme) qu'il faudra percevoir et affronter ; leurs territoires, les aires chaotiques et les zones grises qu'il faudra explorer et tenter de contrôler ; enfin les flux, face noire de la mondialisation (êtres humains, armes légères, faux et contrefaçon) qu'il faudra combattre.

Où regarder et quoi voir pourrait aussi être le thème du futur programme de recherche du CSFRS.

Horizon : du grec *horizein*, à l'origine, ce qui délimite et enclôt. L'horizon attire le regard — donc la réflexion — vers l'avenir et l'indéterminé. Nous extrayant du registre de la courte vue, l'horizon nous ouvre le riche domaine du possible.

SÉCURITÉ GLOBALE : L'ENNEMI, DEMAIN

Trois textes récents (1) envisagent l'avenir de notre défense et le contexte dans lequel elle s'inscrira. Or, chacun à sa façon, ces textes exposant la réflexion stratégique officielle française posent problème.

(1) *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, Odile Jacob et La Documentation française, juin 2008 ; « Prospective géostratégique à l'horizon des trente prochaines années », Analyses et références, DAS, ministère de la Défense, avril 2008 ; « Prenons une défense d'avance », Hervé Morin, ministre de la Défense, *Le Monde*, 17 juin 2008.

Tout d'abord, la question directrice qu'on y pose n'est pas, selon nous, la question fondamentale juste [2]. Pour aller à l'essentiel : la question directrice posée par ces textes est : dans quel contexte et comment concevoir et préparer aujourd'hui la défense française de demain ? Alors que selon nous — on verra plus bas que les deux questions entraînent des réponses différentes — la question fondamentale est : quel est l'ennemi aujourd'hui ? Qui est-il et qui sera-t-il demain ? Partir de là permet ensuite de concevoir l'appareil de défense et de sécurité de notre pays à l'horizon temporel 2015, sans risque grave d'erreur.

Second problème : ces textes officiels présentent comme menaces futures des dangers actuels ; certains même constants depuis vingt ans et plus (crime organisé, islamisme...) [3]. Or, prolonger une courbe n'est pas prévenir ; dans bien d'autres domaines de l'activité humaine c'est même l'inverse ! Considérer que demain sera comme aujourd'hui, ou comme hier, provoque ainsi, et souvent, la mort du patient (médecine) ou la ruine (Bourse). Fonder notre sécurité sur des « prédictions rétrospectives » étant quand même risqué, le présent texte espère contribuer à reconstruire notre pensée stratégique en envisageant les vrais dangers et menaces de l'avenir maîtrisable.

Sur la prédiction, un seul exemple, mais aux implications graves : celui de l'importance réelle pour notre stratégie future des attentats du 11 septembre 2001 [4]. Question grave, car la réflexion stratégique officielle française semble arrêtée à cette date ; laquelle,

(2) Sur la différence entre question directrice (*Leitfrage*) et question fondamentale (*Grundfrage*), voir Martine Zarader : *La dette impensée – Heidegger et l'héritage hébraïque*, Le Seuil, 1990.

(3) Le *Livre blanc* énumère les « vulnérabilités nouvelles pour le territoire et les citoyens européens : le terrorisme, la menace des missiles, les attaques majeures contre les systèmes d'information, l'espionnage et les stratégies d'influence, les grands trafics criminels, les nouveaux risques naturels et sanitaires, des risques technologiques accrus, l'exposition des ressortissants à l'étranger ». Rien de nouveau dans cette liste qui aurait presque pu être dressée après la chute du mur de Berlin, voici environ dix-huit ans.

(4) Détestables, les morts du terrorisme doivent néanmoins être mis en perspective. Pour le département d'État américain, 20 000 « non-combattants » ont été « victimes du terrorisme » en 2006, dont 2/3 en Irak (du seul fait de l'invasion américaine). Donc, hors Irak, on compte au monde environ 6 000 victimes civiles du terrorisme en 2006. Solde pour l'Amérique, en 2006 : 12 (douze) victimes civiles du terrorisme pour le monde entier, hors Irak (*Superclass*, David Rothkopf, Farrar, Straus & Giroux, NY, 2008). Selon des statistiques vérifiées (*Terror and consent, the wars for the twenty-first century*, Philip Bobbitt, Knopf, NY, 2008) un citoyen des États-Unis ne risque pas plus dans sa vie d'être tué par le terrorisme que par une météorite. De 1968 à 2005 autant d'Américains au monde ont été tués par le terrorisme international qu'aux États-Unis même, par la foudre ou une allergie aux cacahuètes. Cela vaut-il vraiment un budget de défense (2008) de 481 milliards de dollars (Md$) et une « guerre à la terreur » ayant directement coûté, de fin 2001 à fin 2007, 640 Md$?

pour plagier J.-P. Sartre, représente toujours notre horizon indépassable. Pourtant rien ne prouve que le terrorisme islamique constitue dans notre avenir la menace majeure L'affirmer nécessite en tout cas d'avoir d'abord levé deux objections.

Vivons-nous toujours dans le monde du *9/11* ?

Dans notre monde chaotique, sept ans (2001-2008), c'est l'éternité. L'arbre immense de *9/11* ne cache-t-il pas une forêt désormais différente (5) ? Et si le péril djihadi est aujourd'hui majeur, le demeurera-t-il forcément « à l'horizon des quinze ans à venir », pour citer le *Livre blanc* (6) ?

De précédents échecs en matière de prédiction *

Aux États-Unis, des « autopsies » furent faites à chaque échec prédictif grave des services spéciaux. Or, un motif et un seul les explique tous : le fait d'avoir prolongé les courbes, cru que ce qui valait hier, vaudrait encore demain.

- Rupture sino-soviétique.
- Coup d'État de Kadhafi en Libye.
- Révolution pro-communiste en Éthiopie.
- Invasion soviétique de l'Afghanistan.
- Révolution islamique d'Iran.
- Effondrement de l'URSS.
- Invasion du Koweït par Saddam Hussein.
- Le génocide du Rwanda.
- La bombe atomique indienne (1998).
- Les attaques du 11 septembre 2001.

* *Cf. Paradoxes of strategic intelligence*, Richard betts & Thomas Mahnken, Frank Cass Publishers, Portland, Oregon, 2003.

On peut en douter. Dès les premiers attentats de l'époque moderne, les terroristes s'en sont toujours et clairement pris à l'ordre établi de leur temps (les « nihilistes » de *Narodnaya Volya* aux tsars et

(5) Voir le livre de Youssef Courbage et Emmanuel Todd : *Le rendez-vous des civilisations*, Le Seuil, 2007, qui donne des éléments majeurs sur ce qu'induit pour l'avenir du monde musulman la hausse des taux d'alphabétisation et la baisse des taux de fécondité qu'on y constate.

(6) Autre question : dans les documents évoqués, la mondialisation est décrite comme durable, sinon indéfinie. Là aussi, est-ce sûr ? Observant la « face noire de la mondialisation », ce qui leur donne une vue claire du phénomène complet, les criminologues en doutent. Pour nous, la mondialisation semble avoir passé son apogée et même, décliner. Symptômes : un net retour des nationalismes, la puissance nouvelle des fonds souverains et l'attitude, toujours plus hostile au libéralisme économique, de la population, des travailleurs, aux États-Unis.

ministres de l'empire russe, les Oustachis à l'État-nation monarchique serbe, les Brigades rouges à l'État-nation italien, etc.). Or l'Union européenne et en son sein la France adoptent manifestement un ordre étatique inusité, l'État-marché [7], qui générera donc ses propres types de terrorisme, comme ses propres outils et méthodes de répression et de guerre. Car quand apparaît un nouvel ordre constitutionnel, la guerre change toujours et donc, dans notre monde chaotique, le terrorisme changera.

Là, apparaît la question fondamentale pour tout l'avenir de notre appareil de défense et de sécurité : l'actuel (2008) courant djihadi est-il un précurseur de ces formes terroristes futures ciblant l'État-marché, ou bien à l'inverse, est-il résiduel, la séquelle certes encore dangereuse, mais déjà dépassée, de l'ère de l'État-nation ?

Ainsi, le terrorisme communiste-combattant (Brigades rouges, RAF, etc.) n'a pas survécu à l'effondrement de la forme soviétique d'État-nation. Le terrorisme djihadi, lui, survivra-t-il à une trêve prolongée — ne parlons pas encore de paix — entre Israël, la Syrie (donc le Hezbollah) et le Hamas ; et ce, alors qu'en même temps, l'armée américaine quitterait l'Irak ?

Ces questions, il faut d'autant plus se les poser que la précédente guerre civile libanaise (1975-1990) nous a montré la capacité d'évanescence des terrorismes moyen-orientaux : en 1989 encore, le Liban était l'épicentre du terrorisme mondial et le siège d'une guerre civile impitoyable et sans fin ; presque tous les experts voyant alors le foyer terroriste libanais perdurer. Or subitement, en 1990, comme au coup de sifflet, toute activité terroriste ou guerrière stoppa net au Liban, pour dix-sept ans.

Insistons : durant ces dix-sept années, nul attentat international commis à partir du Liban, nulle attaque d'une milice sur une entité ou une personnalité extra-régionale [8]. Pourquoi ? Passé du camp des « méchants » à celui des « gentils » lors de la première guerre du Golfe, le président syrien Hafez al-Assad avait (discrètement) démobilisé tous les groupes terroristes qu'il contrôlait peu ou prou.

(7) État-nation/État-marché : voir plus loin dans l'article, le développement de ce concept et en annexe 1, une définition de ces deux formes étatiques.

(8) À l'exception bien sûr des actions visant Israël ; seul problème régional important non réglé pour la direction syrienne et ses alliés libanais.

L'actuel terrorisme de Ben Laden et consorts serait de nature différente et hors de tout contrôle étatique, nous dit-on aujourd'hui ; mais qui peut en jurer ? Qui explique vraiment comment une poignée d'individus traqués depuis l'été 1998 (dix ans...) par les principaux services de police et de renseignement du globe — et par l'écrasante armée américaine, en prime — restent toujours libres, actifs, et communiquent tant et plus par voie de radio, de télévision ; organisant même désormais, comme de banales idoles de *foot*, des « *chats* » par *SMS* avec leurs *supporters* !

Que signifie vaincre le courant djihadi mondial ?

Vaincre, ici, relève en fait peu de l'art militaire : rappelons que nulle entité terroriste n'a de territoire à défendre, de capitale à conquérir, d'armée à encercler, ni de population à maîtriser. Vaincre consiste donc d'abord à isoler ce courant en évitant de créer des « couveuses à fanatiques » ; à le couper des indignés qui lui fournissent oxygène et profondeur stratégique ; à s'abstenir de susciter des haines et rages d'autant plus brûlantes que, terrorisme sacrificiel excepté, elles sont impuissantes face à des armées écrasantes de force. Il faut ensuite priver ce courant de son rayonnement, de son auréole morbide de sang et de martyre, de son rôle de Robin-des-Bois collectif.

Peut-on ainsi désamorcer le djihad ? Un tel épisode s'est déjà produit sous nos yeux, dans l'Italie des années 80 ; contexte certes différent du Moyen-Orient actuel, mais donnant cependant un modèle pour résoudre le présent problème. Vers 1985, le « communisme combattant » des Brigades rouges passa de mode. Dans la jeunesse naguère révoltée, la fascination du *P. 38* disparut. Les intellectuels nourris des indigestes « Résolutions de la direction stratégique » brigadistes, les jetaient à la poubelle, cette logorrhée léniniste devenue d'un coup archaïque et assommante.

C'est cela, une victoire sur le terrorisme ; non pas se borner à tuer ou incarcérer des individus sitôt remplacés. Et tel est l'objectif : évaluer correctement le courant djihadi mondial dans l'idée de le dévaluer. Disqualifier ce courant, c'est à terme l'assurance qu'il se liquidera pour l'essentiel tout seul ; qu'il disparaîtra au bout du compte dans l'indifférence et l'oubli.

Penser la défense aujourd'hui

Le 27 février 2008, devant la commission des affaires militaires du Sénat américain, le directeur national du renseignement, « Mike » McConnell, lui-même militaire de carrière, recense les menaces majeures visant les États-Unis [(9)]. Il s'agit, en allant à l'essentiel : du terrorisme en général ; des troubles en Irak, au Pakistan et en Afghanistan (terrorisme encore) ; de la prolifération des armes de destruction massive (Corée du Nord, Iran) ; des cyberattaques sur des infrastructures majeures ; des progrès de certains pays dans la « guerre de l'espace » ; de l'instabilité ou des conflits régionaux, de l'Europe à l'Eurasie, en passant par le Moyen-Orient et la corne de l'Afrique ; des conséquences humaines du renchérissement de l'énergie et des aliments ; des réserves financières importantes de la Russie, de la Chine et de l'Opep, utilisables à des fins politiques.

Constatons que cinq des points abordés par un militaire, devant un organe de contrôle des militaires, n'ont rien de spécifiquement militaire ! On comprend que, des deux côtés de l'Atlantique, les militaires aient du mal à s'y retrouver.

Dangers présents et à venir

Tout, sauf une encyclopédie des dangers présents et à venir, ce texte délaisse tout ce qui est bien connu et compris (trafics de stupéfiants, prolifération, menaces militaires conventionnelles étatiques, formes « classiques » de terrorisme, etc.) ; rien de tout cela n'est négligeable, certes, mais le plus dangereux n'est pas là. Dans notre société de l'information, le danger, c'est ce que l'on n'a pas vu, pas pu ou pas voulu voir.

Que nous échoit-il donc de penser ? Ce qui peut provoquer demain ces chocs, ou « surprises et ruptures stratégiques » qui inquiètent tant nos élites, politiques, économiques ou financières. De ce fait, après avoir ouvert le « champ préalable d'inspection » qui précède forcément toute réflexion anticipative [(10)], nous irons droit à ce qui,

(9) *Annual threat assessment of the intelligence community for the Senate armed service committee*, 27 février 2008. J. Michael McConnell est amiral.

(10) Seule l'ouverture réfléchie d'un « champ préalable d'inspection » permet de casser le cercle vicieux dans lequel évoluent les services spéciaux, qui analysent d'ordinaire ce qu'ils ont récolté (récolte opérée selon les évidences courantes dans leur milieu) ; et non pas ce qui sera demain le plus stratégique (mais est occulté, peu ou pas visible, ou même incompréhensible, en sa phase de gestation, pour le monde du renseignement).

pour les Européens, posera sans doute les pires problèmes, en terme de sécurité globale, à l'horizon 2015.

Nous scruterons donc le peu visible, l'insoupçonné, le négligé ; sans oublier bien sûr de parler de ce qui fâche.

Ainsi, et bien qu'un système de la certitude soit ici inconcevable, nous jaugerons au mieux les dangers à venir — au mieux, c'est-à-dire, tels qu'ils sont vraiment, et non tels que nous voudrions qu'ils soient — à l'intersection des deux disciplines les plus fécondes en la matière : la criminologie et la géopolitique (11).

DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Pour voir loin, partons de haut. Ouvrons le « champ préalable d'inspection » (12) de notre réflexion et observons ce qui, en matière de défense et de sécurité, permettra ensuite de tracer notre voie.

Sécurité de l'Europe, du monde : utopies et faits

Dans la société de la communication plus encore que dans toutes les précédentes, les mouvements sociaux fondamentaux tendent à passer inaperçus, même — on peut même dire surtout — s'ils sont primordiaux. Quiconque ne s'informe aujourd'hui que par la voie usuelle des médias de masse — intarissables dès qu'il s'agit de modes — peut ainsi totalement passer à côté d'évolutions d'une importance majeure pour notre société, du seul fait que celles-ci se produisent en fond de tableau, loin de la « sphère des évidences courantes ».

Deux de ces massives évolutions doivent donc être tout d'abord exposées et analysées ici, tant elles conditionnent la vie sociale même des Européens et tant elles importent en matière de défense et de sécurité globale.

---

(11) « Géopolitique et criminologie : une féconde alliance face aux dangers du monde », Xavier Raufer, *Défense nationale et sécurité collective*, mars 2005.

(12) « Champ préalable d'inspection » : une image donne le sens de ce concept philosophique. Avoir d'abord saisi ce qu'est le temps permet seul de comprendre l'usage d'une montre ; non bien sûr son mécanisme, mais son objet même, sa finalité. Le concept de temps est le « champ préalable d'inspection » expliquant la montre. Et ainsi de suite pour tout phénomène devant être pensé, notamment terroriste ou criminel.

Considérables mais quasi-impalpables, ces deux bouleversements affectent en effet : notre conscience collective, la nature même de l'ordre symbolique respecté par nos sociétés européennes depuis (au minimum) la Renaissance ; l'État-nation, cadre dans lequel vivent naturellement, sans y penser tant il leur semble éternel, tous les peuples de l'Ouest européen, depuis les traités fondateurs de l'Europe moderne (Westphalie, 1648 et Utrecht, 1713).

Un ordre symbolique bouleversé

Ce sujet crucial (13) mériterait qu'on lui consacre des colloques, des livres, des émissions de télévision, des dossiers de *newsmagazines*. Bornons-nous ici à l'effleurer brièvement, pour aller droit à l'essentiel.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la pâte humaine européenne dont l'observation et l'étude clinique fondèrent la psychologie moderne aux confins des XIXe et XXe siècles, a connu des transformations telles qu'elle est aujourd'hui, bouleversée de fond en comble, méconnaissable, mutante. La psychiatrie et la psychologie modernes, la psychanalyse de Sigmund Freud, la psychologie analytique de Carl Gustav Jung se développèrent en effet dans un monde aboli, comme le montre ce tableau sommaire.

Au début du XXe siècle	**Au début du XXIe siècle**
État-nation	État-marché
Culte du héros	Culte de la victime
Affrontement	Évitement
Fort rôle symbolique du père	Père dévalué
Responsabilité	Innocence
Machisme	Féminisme ambiant
Patriotisme sacrificiel	Hédonisme individualiste

(13) Lire l'important ouvrage : *L'inconscient est-il politiquement incorrect ?* d'Isabelle Floc'h et Arlette Pellé, Erès, Actualité de la psychanalyse, 2008. Aussi, bien sûr, l'œuvre de Philippe Muray est largement consacrée à l'abolition de notre ordre symbolique ancestral ; qui souhaite réfléchir sur cet événement immense doit donc la lire et la méditer dans son entier.

Constatons cette évolution de la conscience collective et des valeurs dominantes et interrogeons-nous sur la pâte humaine européenne de ce début de siècle.

Qu'est-elle prête à supporter ?

Qu'est-elle prête à défendre ?

Qu'est-elle prête à sacrifier ?

De l'État-nation à l'État-marché

Second bouleversement peu visible : dans la décennie 80 du XXe siècle, l'État-nation classique européen amorce sa disparition. Apparaît alors, « au-delà de la société industrielle, une société nouvelle qui s'écarte d'une société industrielle conservée dans ses institutions, mais devenue incapable de comprendre le monde » (14).

Quoi de vraiment neuf sur Terre, en matière de défense et de sécurité, qui exige pour le comprendre des élites renouvelées ? Effectuer un pas en arrière pour plus de recul, nous permet d'observer le processus dans son ensemble.

Comme celle du XXe siècle, l'Europe du XXIe participe du monde de la technique, mais, à partir de la chute du mur de Berlin, l'économie connaît une rapide et massive mondialisation — alors que la politique, elle, demeure pour l'essentiel nationale — et là, tout change : les États perdent le contrôle des marchés ; la politique ne domine plus une économie qui a, pour un temps, la bride sur le cou. L'économie licite bien sûr, mais plus encore, l'illicite, la criminelle, force prédatrice sauvage et déchaînée qui ne connaît d'autres règles que celles qu'elle conçoit elle-même.

Dans le même temps, se produit en Europe une mutation, de l'État-nation classique vers l'État-marché minimal. Or, dans ce dernier — libéralisme oblige ! — le *marketing* et le *management* jouent un rôle majeur : on y use le plus souvent de modélisations à base mathématique, d'idéal-types faits de schémas et concepts logiques et rationnels. Cette mutation, qui n'épargne pas la défense, entraîne aussi une grandissante difficulté à penser le chaos et le « brouillard de

(14) *Cf. La société du risque*, Ulrich Beck, Champs-Flammarion, 2003 ; notons que le livre en langue allemande (*Risikogesellschaft*) date de 1986.

la guerre » ; à envisager la face noire du commerce international ; d'autant que pour les *Chicago boys* et leurs disciples, l'oligarque, le mafieux et au-delà, ce que la mondialisation compte de hors-la-loi, ne sont pas tous forcément des figures négatives...

Là n'est pas le plus grave. L'essentiel est que notre monde — et c'est un inattendu énorme — est, et reste fragmenté.

Y cohabitent en effet : *un monde postmoderne d'individus* « à haut potentiel », mobiles, riches et travaillant en réseaux, habitant les villes ou quartiers « intelligents » d'une planète sans frontières ni distances — pour être un peu sévère, une ploutocratie — communicant grâce aux technologies toujours plus sophistiquées de l'information et de la communication (les TIC) (15) ; *un monde moderne*, celui de l'État-nation évoluant désormais, comme on l'a vu, en État-marché (voir annexe 1) ; et — conservons le terme, même s'il change un peu de sens — *un tiers-monde* parfois anarchique et violent, ou bien à l'inverse autoritaire, dans lequel voisinent théocraties (Iran, et demain peut-être, Irak), hybrides entre capitalisme d'État et nationalisme (Chine), États échoués et simulacres de démocraties.

Là se trouve le neuf, le surprenant ; et s'il fallait encore une preuve de la difficulté d'anticiper, la voici. Car cette fragmentation, nul ne l'avait prévue ! Du XVIIIe au XXe siècle, tous les grands politologues et visionnaires ont prédit que l'industrialisation générerait un système politico-économique uniforme et mondialisé (16). Pour Auguste Comte, la « technocratie » était la juste voie pour accéder à la prospérité planétaire, la paix et la justice sociale ; pour Karl Marx, c'était le socialisme communiste ; pour Herbert Spencer, le capitalisme libéral. Vers 1960 encore, le sociologue américain Daniel Bell voyait l'économie planifiée et l'économie de marché fusionner en une économie mixte.

Nulle unification de la société humaine n'est advenue, et nous voici à l'inverse dans un monde durablement fragmenté : « plusieurs modes de développement vont coexister à côté du modèle libéral... le modèle dirigiste russe ou chinois, voire un modèle islamique

(15) *The new barbarian manifesto : how to survive the information age*, Ian Angell, Kogan-Page, London, 2000.

(16) *The global delusion*, John Gray, New York Review of Books, 27 avril 2006.

combinant, pourquoi pas, efficacité économique et religion. Tout le contraire d'un monde plat » [17].

Ce d'autant qu'à côté de la fragmentation politique, celle du monde des affaires s'aggrave aussi, par mise en priorité de multiples intérêts nationaux : renationalisation de matières premières stratégiques (pétrole et gaz en Amérique latine, par exemple), prolifération d'accords bilatéraux impliquant notamment les États-Unis.

Or, ce morcellement pose de sérieux problèmes de sécurité ; surtout à notre « société de l'information ».

Fragmentation signifie difficulté à contrôler, ce qui avantage donc les criminels, trafiquants ou terroristes. Fragmentation signifie aussi graves disparités sociales entre « fragments ». Désormais omniprésente à la télévision, la vie des « riches » provoque chez les pauvres — non pas exploités (comme le voulait la *vulgate* communiste) mais négligés, voire oubliés — un fort « syndrome de Tantale ». Or, dans un bidonville de Sao Paulo ou de Lagos, pour qui veut s'en sortir, l'ascenseur social le plus sûr — peut-être l'unique — reste le crime organisé.

De quoi les Européens ont-ils peur aujourd'hui ?

Concernant la peur, la géographie est déterminante car à l'inverse du Sud, le destin collectif des Européens ne relève plus du registre de la misère, mais d'une forme de peur exacerbée par la société de l'information : l'angoisse [18]. Une peur proche, indéterminée, à-venir, dans laquelle s'entrechoquent sécurité du passé et menace du futur.

L'angoisse est politique : « L'indétermination de l'ennemi provoque l'anxiété (il n'est pas d'autre anxiété, et l'essence même de l'angoisse est la perception d'un ennemi indéterminé). En revanche, c'est l'affaire de la raison (et dans ce sens, de la haute politique) de déterminer qui est l'ennemi (ce qui revient toujours à se déterminer

(17) « La mondialisation chamboulée », *L'Expansion*, juin 2006.

(18) L'angoisse (*Angst*) diffère de la crainte (*Furcht*) en ceci qu'elle n'a pas d'objet clairement déterminé. Dans *Prolégomènes à l'histoire du concept de temps*, NRF-Gallimard, 2006, Martin Heidegger montre que « la proximité caractéristique de ce qui n'est pas encore là-devant et qui s'en vient, constitue la structure d'encontre du nuisible... Ce qui possède cette structure d'encontre, nous la caractérisons comme menaçante ».

soi-même). Grâce à cette détermination, l'anxiété disparaît, ne subsiste tout au plus que de la crainte » (19).

Ainsi, ce qui angoisse l'Européen du début du XXIe siècle, c'est de vivre dans un monde chaotique et fumeux, dans lequel il est quasi impossible d'identifier rapidement celui qui vous attaque ; et où parfois on ignorera à jamais qui a vraiment décidé et réalisé l'attentat.

Dans un tel monde, l'angoissant, c'est donc : ce qui n'est pas encore présent (la menace appartient au futur) (20) ; ce qui est peu ou pas visible ; ce qui s'approche ; ce qui est soudain.

Comme le démontre un sondage de décembre 2007, publié par le *Wall Street Journal* sous le titre « Le monde va-t-il mieux ou plus mal ? » (21).

De quoi avez-vous le plus peur ?	
Terrorisme	17 %
Guerre	15 %
Dégradation de l'environnement	14 %
Catastrophe naturelle	12 %

Un cran plus bas, risque diffus plus que danger flagrant, les Européens craignent la mondialisation, et d'abord sa « face noire » (22) ; tant ils ont compris que ce phénomène échappait à tout contrôle et que (comme Max Weber le disait de la réalité) « ce n'est pas un fiacre dont on peut descendre au prochain coin de rue s'il ne nous convient pas ».

(19) *Glossarium. Aufzeichnungen der Jahre 1947-1951*, Carl Schmitt, Berlin, Duncker & Humblot, 1991, cité par Gopal. Balakrishnan : *L'Ennemi, un portrait intellectuel de Carl Schmitt*, Éditions Amsterdam, Paris, 2006.

(20) D'où l'importance du décèlement précoce, qui, lui, ne prolonge pas les courbes, mais sait regarder en direction de l'à-venir.

(21) « *Is the world getting better or worse* », *Wall Street Journal*, 7 décembre 2007, 15 500 personnes sondées dans 16 pays d'Europe.

(22) Pour Loretta Napoleoni, dont le livre *Rogue economy – capitalism's new reality*, Seven Stories Press, NY, 2008, intéressera tout criminologue, la face noire de la mondialisation comprend : les formes modernes de l'esclavage, les grands trafics illicites, la corruption et même, ce qui est bien vu, l'obésité répandue sur la planète par la *junk food* américaine.

Car malgré l'enthousiasme libéral, l'opinion européenne ressent bien le côté périssable, désordonné, du phénomène : « Ce qui semblait encore stable et acquis devient mouvant... On observe « des phénomènes échappant aux schémas et aux catégories en vigueur jusqu'ici... » (23). Pas du tout, disent les libéraux : pour le plus grand bien de tous, cette seconde mondialisation (24) voit juste des États vieux, lourds et rigides, régresser face aux groupes mondialisés, eux agiles, performants, modernes. Sauf que, et à ce propos les libéraux sont fort discrets, si la nature à horreur du vide, la société humaine, elle abhorre l'instabilité. Or, les États sont stables, solides, durables et à l'inverse, les entreprises, instables et périssables par nature. Voyons l'indice boursier américain Standard & Poors des 500 principales entreprises cotées en 1957 : 426 en ont disparu en 1997 (perte de taille, fusion, faillite, etc.) (25).

Au Sud — danger indirect pour nous Européens — la mondialisation, broyant les traditions, modes de vie et cultures, a poussé des foules toujours plus vastes vers les bidonvilles et les mégapoles chaotiques ; et vers des pratiques religieuses extrêmes ceux, nombreux, qui au milieu du désordre et de la misère, recherchent un peu de stabilité et de calme intérieur.

Les motifs d'inquiétude changent et aujourd'hui, la mondialisation en elle-même effraie moins que sa fin : on constate une « montée spectaculaire des nationalismes et des protectionnismes... De Moscou à Caracas en passant par Pékin, l'individualisme l'emporte... La mondialisation peut devenir un *Far-West* livré aux hors-la-loi, une jungle hantée par les prédateurs de tout poil » (26). À quoi peut conduire cette « montée spectaculaire des nationalismes » ? À une guerre, estiment les Européens qui en font même (on l'a vu ci-dessus) leur second motif de peur. La guerre, mais quelle guerre ? (27).

---

(23) *La société du risque*, *op. cit.*

(24) Sur ce que fut la première mondialisation, voir annexe.

(25) *Cf. The Black Swan : The Impact of the Highly Improbable*, Nassim Nicholas Taleb, Random house, NY, 2007.

(26) *L'Expansion*, juin 2006, *op. cit.*

(27) Lire sur ce point : *Les guerres bâtardes, comment l'Occident perd les batailles du XXIe siècle*, Arnaud de La Grange, Jean-Marc Balencie, Perrin, 2008.

Qu'est aujourd'hui la guerre ?

Depuis les Traités de Westphalie (1648) et surtout d'Utrecht (1713), la guerre était, en Europe, un instrument légitime de règlement des conflits entre États du même continent, concevant identiquement guerre et paix, combattants et neutres, soldats et civils, etc. Toutefois, l'ordre bipolaire aboli, la dernière forme historique de « guerre à l'européenne », que nous, Européens, avons éprouvée et subie au XXe siècle, est devenue impraticable.

À vue humaine, ce conflit de mobilisation totale dépeint et analysé dès 1931 par Ernst Jünger (*Der Arbeiter*), ce titanesque choc industriel entre matériels énormes et peuples de soldats mués en travailleurs de la guerre, est inconcevable entre pays développés.

Comment nommer l'ennemi ?
Chronologie d'une errance de l'État américain *

Date	Document	L'ennemi ?
Février 2003	US national Strategy Paper for combating terrorism (1)	« Al-Qaeda network »
Septembre 2006	US national Strategy Paper for combating terrorism (2)	« A transnational movement of extremist organizations, networks and individuals, and their state and non-state supporters »
Juillet 2007	US National Intelligence Estimate – The Terrorist Threat To The Homeland	« A global extremist movement »
Février 2008	Annual Threat Assessment of the Director of National Intelligence	« Al-Qaeda and its terrorist affiliates »

* *« The stabilization of the global djihadist terrorist threat »*, juin 2008, Dennis P. ; étude à usage officiel, États-Unis.

Ce qui remplace cette guerre-là est bien plus confus, bien moins mesurable. De l'important champ de bataille du Moyen-Orient,

sis au carrefour de trois continents, un expert dit ainsi [28] : « Aujourd'hui, la guerre ne vise plus un objectif précis ; libérer un soldat, disons, ou s'emparer d'un territoire. Tout se passe sur un plan plus immatériel, et donc, plus stratégiquement redoutable : établir son pouvoir de dissuasion, fixer les règles du jeu, montrer qui commande dans la région. De tels affrontements peuvent diminuer en intensité, et même s'apaiser un temps ; mais ils ne sauraient cesser ».

Symptôme de ces bouleversements et de cette confusion : une grande difficulté pour les dirigeants mondiaux de nommer même ceux qu'ils affrontent [29].

La Grande-Bretagne ne fait pas mieux en la matière. Voici par exemple de quelle pathétique périphrase use le ministère britannique de l'Intérieur, pour éviter, par pure *political correctness*, de prononcer le simple mot de « Jamaïquain » : « *individuals belonging to particular groups considered to be important (for example, offenders from particular ethnic groups)* ».

Ainsi règne le désordre, sans guerres formelles ni ennemi visible et descriptible ; par difficulté, ou par crainte, de le nommer. Que constate-t-on aujourd'hui, en effet dans le domaine de l'hostilité ?

• Prédominance d'une logique non-linéaire, parfois chaotique, remplaçant le concept étroit de la guerre propre à l'« État-nation » ; grand mélange d'acteurs étatiques et non-étatiques ; violences affectant toujours plus les civils ; pas de fronts constitués, mais des actions soudaines, en profondeur ; peu ou pas de batailles, mais une grande dispersion ; plus de régiments, mais des réseaux.

Concrètement : des milices ou des bandes armées entreprennent, ici ou là, de contrôler des populations par intimidation, corruption ou violence ; se livrent, dans le territoire conquis, au pillage, au racket des sociétés humanitaires ou à la contrebande ; tandis que leurs diasporas (soumises ou complices) leur permettent, depuis les grandes

(28) « *A New Middle-East* », *New York review of Books*, 21 septembre 2006.

(29) Lire : *« ISN Security watch* (13 mai 2008) *Speech code, defining the enemy – Nearly seven years after 9/11, the US is still struggling to define the enemy and new guidelines to that effect boost the debate* ». En cause, un guide du Département d'État intitulé « *Words that work and words that don't* », qui proscrit l'usage des mots *islamic terrorists, jihadi* et *mujahideen*.

métropoles occidentales, de fructueux trafics illicites (êtres humains, stupéfiants, etc.).

• Face à cela, le monde développé multiplie, faute de mieux, les « actions de police » militarisées : sanctions, embargos ; au pire, toute une gamme de mesures punitives en cas d'insoumission (bombardements, invasions). Ainsi, de l'action de l'Otan réformée, sans succès évident, en gendarmerie mondiale, engagée en Afghanistan.

• En usant fréquemment de pratiques dites de « contre-insurrection » contraires au droit international et lois de la guerre, certains États contribuent aussi au désordre international, notamment les États-Unis lancés dans une « guerre à la terreur » sans limites, ni frontières.

• Depuis l'invasion de l'Irak, l'usage de ces pratiques signale en fait le retour de ce qu'on appelait naguère (durant les guerres coloniales, la guerre froide) la « sale guerre ».

« Sale guerre » : le retour

Phénomène discret, voire clandestin, la « sale guerre » est de retour. À l'ère de la mondialisation, la « sale guerre » (plutôt connotée guerre froide...) est, sous le nom plus noble de « contre-insurrection », la forme réelle de la « guerre à la terreur » lancée par les États-Unis après le 11 septembre, comme de celle de la présente guerre en Irak.

La « sale guerre », l'Europe la connaît depuis ses conflits coloniaux : France (Algérie), Grande-Bretagne (Irlande du Nord), Espagne (GAL), Russie (Tchétchénie). Dans une situation où la fonction renseignement est hors contrôle, laissée la bride sur le cou, la « sale guerre » criminelle mélange « disparitions », prisons secrètes, arrestations en douce, rafles de masse ; parfois viols, tortures, et exécutions extrajudiciaires, suivis de la destruction illégale des éléments incriminants *.

* Lire *« The Brits do it better », New York Review of Books*, 12 juin 2008.

Voici donc tracé le cadre de notre étude, son « champ préalable d'inspection ». Nous voyons désormais mieux à quels défis l'Europe est confrontée, ce qui effraie ses habitants, ce que sera pour eux à vue humaine, d'ordinaire et le plus souvent, une implication dans un processus guerrier.

Cela fait, abordons les dangers et menaces sérieux, c'est-à-dire d'ampleur stratégique, pour le présent et l'avenir prévisible [30]. Ces dangers et menaces, notre école criminologique les conçoit et les analyse selon une logique tridimensionnelle entité-territoire-flux, dont voici une présentation schématique.

La triade entités-territoires-flux		
1 – **Entités** : dimension humaine. 2 – **Territoires** : dimension spatiale-territoriale. 3 – **Flux** : tout ce qui, licite ou illicite, circule du fait de (1) entre les divers pôles de (2).		
Entités criminelles	**Territoires criminels**	**Flux, surtout illicites**
Meutes, clans criminalisés, bandes, gangs, cartels, mafias.	Zones grises, aires chaotiques, mégapoles anarchiques.	Êtres humains, stupéfiants, armes, véhicules, objets d'art, argent...

PERCEVOIR ET AFFRONTER LES ENTITÉS DANGEREUSES

« Il ne faut pas déprécier ce proverbe contenu dans le livre de Souentsé [Sun Tzu], le grand expert militaire de la Chine antique : 'Connais ton ennemi et connais-toi toi-même, et tu pourras livrer cent batailles sans essuyer un désastre' » (Mao Tsé Toung) [31].

Connaître son ennemi en matière de sécurité globale, c'est finalement poser trois simples questions, en scrutant l'horizon 2015.

• Qui devons-nous d'ores et déjà surveiller pour pouvoir, au juste moment, prévenir, contrôler, réprimer ou attaquer ?

(30) Nous n'étudions ici bien sûr que des entités stratégiquement dangereuses, capables d'affecter la nature même d'une communauté humaine majeure (État ou grande métropole).

(31) *Six écrits militaires de Mao Tsé Toung*, éditions en langues étrangères, Beijing, 1976. « Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine », Chapitre I, « Comment étudier la guerre » ; section 4, « L'important est de savoir apprendre ». Sun Tzu est bien sûr le grand stratège et théoricien militaire chinois du Ve siècle avant JC. La citation est extraite de son traité, chapitre 3, « Plan de l'attaque ».

• Quels lieux (territoires) faut-il dès lors explorer pour pouvoir accomplir ces missions de dissuasion ou de contrôle ; ces actes répressifs ou offensifs ?

• Quels flux, trafics, mouvements illicites ou dangereux, nous faut-il apprendre à pénétrer, perturber ou interdire ?

Les chapitres suivants tentent de répondre à ces questions.

Observons la réalité criminelle du monde

Les informations qui suivent ont été tirées, de mai à août 2008 (durant la rédaction de ce texte), de sources indéniables et recoupées. Elles exposent les dangers et menaces avérés dans les champs, sans cesse plus mêlés, du crime organisé et du terrorisme.

On voit que là sont les risques majeurs et sans doute, les vraies guerres de l'avenir prévisible ; le reste n'étant au fond, le plus souvent, qu'une variante militaire du principe de précaution.

Triangle d'Or (confins Birmanie-Chine-Laos)

En 2007-2008, la narco-guérilla *United Wa State Army (UWSA)*, des seigneurs de la guerre Pao Yu-Hsiang et Wei Hsueh-Kang, a accru de 20 % les surfaces cultivées en pavot du Triangle d'Or (en 2006-2007 la production d'opium y avait déjà augmenté de 46 %). L'*UWSA* fabrique aussi chaque mois des millions de cachets d'amphétamines, nommés *Yaa-Baa*.

Afghanistan

En juin 2008, 45 soldats étrangers (27 Américains et 13 Britanniques) ont été tués par des *taliban*. Il y a eu ce mois-là plus de soldats étrangers tués en Afghanistan qu'en Irak (31 dont 29 Américains).

La production afghane de pavot a doublé de 2006 à 2008, permettant de fabriquer quelque 750 tonnes d'héroïne [32]. Depuis

(32) Selon les dernières données de l'ONUDC, il s'est produit en 2007, sur 193 000 hectares, quelque 8 200 tonnes d'opium en Afghanistan, dont environ 60 % transformés sur place en héroïne. Cette chimie lourde a nécessité 13 000 tonnes de produits chimiques venus des pays voisins. La vente en gros de cette héroïne a rapporté 4 Md$ aux narcos afghans et à leurs complices (ou commanditaires...) officiels. Voir *AFP*, 28 juillet 2008, « *Other states helping Afghanistan make heroin* ».

l'attaque américaine d'octobre 2001, la culture du pavot a explosé (+ 300 %). Pour le professeur Hamid Ghodse, expert auprès de l'*International Narcotics Control Board*, l'office scientifique de l'ONU « La production d'opium en Afghanistan échappe à tout contrôle » [33].

Ainsi, en 2008, la capacité totale de production d'héroïne de ces deux zones réunies approche les 1 000 tonnes, pour une « demande » mondiale que l'ONUDC évalue à 400 ; soit à la fois, de quoi constituer des réserves stratégiques permettant aux narcos de subsister les « mauvaises » années, tout en bradant une héroïne pure dans les pays riches, pour s'y créer une nouvelle clientèle.

Italie

Pour 2007, le syndicat italien des petites et moyennes entreprises estime le chiffre d'affaires des quatre mafias du Mezziogiorno à 79 milliards d'euros (Md€) ; l'ensemble *Cosa nostra* (Sicile), *Camorra* (Campanie), *Ndrangheta* (Calabre) et *Sacra Corona Unita* (Pouilles) constituant ainsi, et de loin, la principale entreprise du pays.

Irak

La violence — terroriste et désormais criminelle — perdure : séides de Ben Laden (*Al-Qaïda* en Mésopotamie, État islamique d'Irak), groupes sunnites et baasistes insurgés, « Armée du Mahdi » de Moqtada as-Sadr, Iraniens infiltrés (Gardiens de la révolution), et aujourd'hui des « éléments criminels » [34]. En fait des « guérillas dégénérées » façon Farc, ennemi fort coriace. Selon l'ONU, l'Irak est désormais une route majeure du haschisch et de l'héroïne d'Afghanistan vers le Moyen-Orient et l'Europe.

---

(33) Voir son interview dans le *Washington Times* du 2 avril 2008, « *Weak states enable drug trade* ».

(34) En quatre ans pleins de guerre en Irak (2004 à 2007) les attentats djihadis ont augmenté de 600 % à l'échelle mondiale (pour les statistiques officielles américaines mêmes). Hors Afghanistan et Irak, les attentats terroristes (tous terrorismes confondus, les mêmes années) ont augmenté de 35 %. C'est dire l'efficacité de la « guerre à la terreur ». *Cf.* études de Peter Bergen et Paul Cruickshank, *« The Democrats and national security », New York Review of Books*, 14 août 2008.

Colombie

Marijuana, le retour ; une nouvelle variété de cannabis nommée « *Cominera* » connaît un vif succès dans le département de la Cauca. Cette plante améliorée par voie agronomique contient en effet 18 % de substance intoxicante, ce qui est énorme [(35)]. Dans les zones contrôlées par le 6e Front des Farc [(36)], la tonne de « *Cominera* » est achetée 65 euros aux cultivateurs, contre 30 euros pour une tonne de feuilles de coca.

Cocaïne ; en 2007, la culture de la coca y a progressé de 27 %, (sur 99 000 hectares) permettant de produire de 576 à 600 tonnes de cocaïne dans ce seul pays. Au total, avec la production des pays voisins du cône andin, Pérou, etc., la production mondiale atteint 900 tonnes. Au prix de gros, un kilo de cocaïne se vend de 12 000 $ (Miami) à 50 000 $ (Stockholm).

Brésil

La coca était supposée ne pas pousser dans la selva, l'étouffante et détrempée forêt vierge amazonienne. Erreur : en avril 2008, des plantations et des laboratoires sont découverts au Brésil même, à quelque 100 kilomètres de la frontière péruvienne, près de la rivière Javari [(37)].

Or, ces inquiétants tonnages de cocaïne sont encore clairement sous-estimés par les Nations unies. Pour preuve, une enquête originale menée par l'Institut pharmacologique de Milan, qui grâce au procédé de « chromatographie liquide à haute pression » mesure [(38)] la quantité d'une substance chimique (médicament, drogue) extraite des eaux usées et peut en déduire l'usage de ce produit par la population. Ainsi,

---

(35) Contrairement aux génétiquement modifiées, les plantes agronomiquement améliorées se reproduisent, fournissant donc plusieurs récoltes successives. En moyenne, le cannabis d'Amérique latine contient un taux d'environ 6 % de tétrahydrocannabinol, THC. *Cf.* « Colombie : de la marijuana plus chère que la coca », *Courrier International*, 24 juillet 2008.

(36) Selon les experts officiels colombiens, le narcotrafic lui-même, ou les taxes perçues sur celui-ci, rapportent à la guérilla dégénérée des Farc de 200 à 300 millions de dollars/an, avec lesquels elle entretient quelque 9 000 guérilleros. Dans la décennie 90, ces guérilleros étaient environ 17 000 et le rapport du narcotrafic, de 500 M$/an.

(37) *UPI*, 17 mars 2008, « *They're producing cocaine in Brasil now, too* ».

(38) Publiés le 17 novembre 2006 par la revue de l'« *American Chemical Society* » ; voir *Le Figaro* du 26 décembre 2006, « La drogue analysée dans les égouts permet d'évaluer les consommations », et *Courrier International* du 28 juin 2007, « Les nouveaux Sherlock Holmes de la drogue ».

la cocaïne extraite du Pô en aval de Milan (5 millions d'habitants), établit à quelque 40 000 doses la consommation quotidienne de la métropole, jusqu'alors estimée à 15 000 par la police locale. Depuis les mêmes analyses ont été faites en Belgique et en Grande-Bretagne (mais jamais en France ?), montrant de semblables écarts.

Mexique

Dans la ville-frontière de Ciudad Juarez, 20 homicides en trois jours fin juin 2008, lors d'une guerre entre narcotrafiquants. Depuis l'élection en décembre 2006 de Felipe Calderon à la présidence, il y a eu 4 000 règlements de comptes meurtriers au Mexique ; parmi les victimes, 500 magistrats, policiers, militaires, etc. De janvier à juin 2008, on compte 1 600 homicides. L'enjeu : la vente de stupéfiants aux États-Unis et au Canada rapporte aux narcos mexicains quelque 20 Md$/an [39].

La filière mexico-colombienne

L'« or blanc » enrichira encore à l'avenir par milliards de dollars les cartels de ces deux pays, la boulimie de cocaïne atteignant un seuil tragique aux États-Unis, dont le gouvernement persiste par ailleurs à pratiquer une infructueuse « guerre à la drogue ».

Boulimie : comparant récemment l'usage des stupéfiants dans 17 pays du monde, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) [40] établit que les adultes disant avoir pris de la cocaïne « au moins une fois dans leur vie » sont presque quatre fois plus nombreux aux États-Unis (16,2 %) que dans le deuxième pays sondé (Nouvelle-Zélande, 4,3 %) et 8 fois plus nombreux qu'aux Pays-Bas (1,9 %) ! Confirmation : une étude criminalistique établit qu'aux États-Unis, 4 billets de banque sur 5 sont souillés de cocaïne. Une proportion, et une contamination bien plus élevées qu'en Europe [41].

---

(39) Selon le rapport du Centre national du renseignement sur les drogues (Washington, 11 avril 2008), « Villes des États-Unis où opèrent les organisations mexicaines de narcotrafic », ces cartels sont implantés dans 195 villes américaines, donc partout sauf dans le Nord-Ouest du pays, et 80 % de la cocaïne consommée aux États-Unis passe désormais par eux.

(40) « *Toward a Global View of Alcohol, Tobacco, Cannabis, and Cocaine Use : Findings from the WHO World Mental Health Surveys », PLoS Medicine*, 30 juin 2008.

(41) *MSNBC*, 5 août 2008, « *US money contains highest traces of cocaine* », qui cite une étude de la revue *Trends in Analytical Chemistry*. En Grande-Bretagne par exemple, de 40 à 50 % des billets sont contaminés, 6 % en Suisse.

Déni : + 27 % de coca en Colombie en 2007 ! Or voici ce que déclare le chef du renseignement américain au Sénat [42] : « Le programme antidrogue de Bogota continue d'enregistrer de grands succès pour l'éradication, l'arrestation et l'extradition de narcotrafiquants majeurs vers les États-Unis. En 2006, la police et l'armée ont saisi 65 tonnes de cocaïne et de cocaïne-base et détruit 200 laboratoires. Le gouvernement a permis 550 extraditions vers les États-Unis depuis 2002, dont 100 en 2007 », etc.

La cocaïne en Europe

La déferlante de cocaïne est telle qu'on peut désormais parler de « *tsunami* de la drogue » dans l'Europe du Nord-Ouest.

Irlande : 3 adolescents sur 5 ont déjà consommé de la cocaïne. C'est cinq fois plus que la moyenne européenne ; bien plus même qu'aux États-Unis. À Dublin, la cocaïne est si abondante que son prix est désormais tombé à 40 € le gramme (70 € le gramme sur le continent).

Grande-Bretagne : la consommation (connue) de cocaïne par la population a été multipliée par 8 de 1992 à 2004. les admissions à l'hôpital pour intoxication à la cocaïne, ou surdose, ont augmenté de 400 % de 1999 à 2007 ; les victimes sont à 85 % des hommes, d'un âge moyen de 29 ans.

Belgique : l'analyse chromatographique (voir ci-dessus) démontre que ce pays consomme 1,75 tonne de cocaïne par an (soit 50 000 doses/jour), soit le double des estimations antérieures, plus grossières (sondages, etc.). Ce, pour un montant total, au détail, de 70 millions d'euros en 2007.

Pays-Bas : ils sont devenus une plateforme de vente de la cocaïne pour la *Ndrangheta* calabraise, notamment pour le puissant clan *Nirta-Strangio*. On y a saisi 9 tonnes de cocaïne en 2006 (dernières statistiques disponibles) ; la moitié dans des cargos, le reste à l'aéroport de Schiphol-Amsterdam (1,2 tonne, cargo aérien ; 3,2 tonnes sur 1 410 passagers).

États-Unis

Le principal syndicat des commerçants (*National Retail Federation*, 1,6 million d'adhérents) estime qu'en 2008, le crime organisé a ciblé (attaques électroniques, physiques, etc.) 85 % des commerces — 79 % en 2007 — ce qui coûte au commerce américain quelque 30 Md$/an.

(42) « *Annual threat assessment of the Intelligence community for the Senate Armed Services Committee », op. cit*. Étude de l'OMS : se limiter aux 180 millions d'Américains entre 20 et 64 ans donne un marché potentiel de 29 millions de clients pour la cocaïne dans ce pays. Pour mémoire, en France, 1,5 % d'adultes déclarent avoir pris de la cocaïne au moins une fois dans leur vie (soit un marché potentiel de 531 000 Français ou résidents entre 20 et 64 ans, dans lequel un « noyau dur » de 250 000 à 270 000 usagers réguliers).

Concernant la pornographie, on sait le rôle crucial joué par la mafia italo-américaine dans l'histoire du cinéma pornographique. Or, songeons — sans moralisme — aux combines financières pouvant impliquer cette forte opaque « industrie ». Fin 2007, elle édite 245 millions de pages *Web*, soit 15 Md$ de chiffre d'affaires annuel et 89 % des parts d'un marché mondial en plein développement.

Face à cette réalité criminelle, que (re)chercher ?

Nous cherchons à déceler ce qui est (vraiment et durablement) dangereux et situé devant nous, sur la route de l'avenir ; non ce qui est maintenant périlleux et dont nous décréterions, par paresse ou négligence, qu'il le sera encore demain puisqu'il l'est aujourd'hui. Nous intéresse ce qui, pensons-nous, sera demain quasi-certainement problématique dans tel ou tel azimut criminel ou terroriste ; sinon dans ces deux catégories réunies, où que ce soit au monde ; et méditons la prophétie de Paul Valéry, énoncée en 1945 (43) : « Le monde auquel nous commençons d'appartenir, hommes et nations, n'est qu'une figure semblable du monde qui nous était familier. Le système des causes qui commande à chacun d'entre nous, s'étendant désormais à la totalité du globe, le fait résonner tout entier à chaque ébranlement ; il n'y a plus de questions finies pour être finies sur un point ».

Hybridations entre le terrorisme et le crime organisé

L'homme adore ranger, classer ses sujets de préoccupation ou d'étude : le terroriste dans son petit casier, le bandit dans le sien ; ce qui est le plus sûr moyen de rater les évolutions, mutations et hybridations significatives. C'est ce qu'à la rentrée 2005 constate Moses Naïm, rédacteur en chef de la revue américaine *Foreign Policy*. Dans son livre *Illicit* (44), il s'inquiète de notre collective rigidité mentale : « Il devient toujours plus difficile d'apprécier les tactiques, procédés et activités des terroristes, sans s'intéresser à ceux qu'ont initiés les réseaux mondiaux de trafics... Mais notre tendance à les observer séparément pose un problème majeur ».

Il n'est pas le premier à s'alarmer de ces étranges côtoiements entre malfaiteurs variés : la résolution 1373 de l'ONU (28 septembre

(43) *Regards sur le monde actuel*, Gallimard, 1945.
(44) *Illicit*, Moses Naïm, Doubleday, NY, octobre 2005.

2001) s'inquiète déjà de la proximité régnant désormais « entre le terrorisme international, le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent, les trafics d'armes illicites, de substances nucléaires, chimiques ou biologiques clandestines » (45).

Bien auparavant, à la fin de la guerre froide, des observateurs — alors négligés — indiquaient vers 1990 qu'au Salvador ou s'achevait une sanglante guerre civile, les inexpiables ennemis d'hier (guérilla castriste et milices « patriotiques ») pratiquaient désormais ensemble un banditisme primitif : vols de cargaisons, d'entrepôts et de véhicules, cambriolages, carjackings suivis d'enlèvements, etc. En 1990 encore, paraissait un livre au titre révélateur *Narco-terrorism* (46) ; mais alors, tous ces faits et écrits ne suscitaient que l'intérêt fugitif des officiels occidentaux, la logique bureaucratique (*stups'* d'un côté, antiterrorisme de l'autre) ou judiciaire (difficulté d'inculper efficacement un prévenu de façon transversale, ou pointilliste), l'emportait le plus souvent.

Dans l'esprit du plus grand nombre (administrations, opinions publiques) l'entité dangereuse transnationale et déterritorialisée de référence est donc restée *Al-Qaïda*, alors qu'à mi-chemin du terrorisme et du crime organisé, émergeaient dans l'indifférence, et parfois depuis près d'une décennie, des hybrides au moins aussi dangereux.

Pourquoi cette émergence ? À la chute du mur de Berlin, la mondialisation galopante a bousculé, voire tué (Somalie) les États les plus fragiles ; surtout ceux tenant plus du fictif que du réel, provoquant une re-tribalisation du monde, un repli vers la société clanique. « Dans le village global, une tendance se dessine : le tribalisme, les clans, l'agrégation de noyaux ethniques ou religieux, deviennent des acteurs socio-économiques importants, profitant de l'économie sauvage et de la mondialisation » (47).

Or dans un clan, ou dans une tribu, les miliciens et les trafiquants, les fanatiques et les pirates, les contrebandiers et les terroristes, sont cousins, frères parfois. Ils ont le même sang, la même foi,

(45) En décembre 2004 encore, la revue de l'Office des drogues et du crime des Nations unies, *Forum on crime and society*, volume 4, n° 1 & 2, publie l'important dossier « *Terrorism and organised crime* » des criminologues Frank Bovenkerk et Bashir abou Chakra.

(46) *Narco-terrorism*, Rachel Ehrenfeld, Basic Books, NY, 1990.

(47) Loretta Napoleoni (*op. cit.*).

la même terre. Et donc l'échange de services (fournis-moi des armes, je protégerai ta cocaïne) y est spontané et naturel. Souvenons-nous de l'exemple libanais.

Après la vague d'attentats de septembre 1986 à Paris, les policiers exhumèrent à Fontainebleau une poubelle contenant ensemble des explosifs et de l'héroïne brune. Des journaux titrèrent alors « les terroristes se financent en vendant de la drogue ». Trop simpliste, car rien n'est vraiment individuel dans une société clanique ; l'activisme politique ou religieux moins que le reste. On n'adhère pas au Hezbollah ou au *PKK* comme à l'UMP ou au PS, en poussant seul la porte d'un local et en remplissant un formulaire.

Une tribu, un clan, rallie en fait l'entité dont elle attend son salut (en ce bas monde ou dans l'autre) puis vit en symbiose avec elle. Dans le cas du Hezbollah, l'envoyé du clan à Paris (un étudiant méritant) « renvoie l'ascenseur » à ses parents de Baalbek qui paient ses études. L'oncle Ali est garagiste ? Il lui expédie ses pièces détachées. Le cousin Imad contrôle un laboratoire d'héroïne ? Il stocke ou vend sa poudre. Abou Hussein, autre cousin et émir local d'« Amal islamique » va frapper le « Satan » français ? L'étudiant héberge ses « artificiers » et leurs bombes.

Qui sont ces hybrides ?

Hormis les notoires Hezbollah et *PKK*, qui sont aujourd'hui ces hybrides dangereux ? En existe-t-il une liste ; et surtout celle de futurs nocifs ? Non bien sûr. Voudrait-on la dresser ici que cette liste serait périmée, l'encre du livre à peine sèche. Car l'ère de l'ennemi lourd, stable et lent ; donc identifié, visible et descriptible est révolue.

Preuve : qui au Japon connaissait la secte *Aum Shinrikyo* avant l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo ? Qui aux États-Unis avait repéré la micro-scission des *Branch Davidians* (elle-même issue des Adventistes du VIIe jour) avant les 170 morts d'Oklahoma City ? Qui savait le sens du mot *Salafiya* avant les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam ? Qui se doutait qu'une modeste *jamaa islamiya* nommée *Fatah al-Islam* infligerait 140 morts à l'armée libanaise — ouvertement soutenue par les États-Unis, et discrètement par Israël — avant de disparaître, ses cadres s'étant volatilisés lors de la prise de Nahr el-Bared ? Qui en Afrique connaissait le nom de la milice

Janjawid avant les massacres du Darfour ? Personne, sinon tout ou partie des horreurs projetées par ces entités dangereuses aurait été évité.

On peut en revanche montrer ce qu'il faut surveiller pour éviter toute mauvaise surprise. Insistons : ce qu'il faut avoir à l'œil même si ces hybrides semblent distants, folkloriques et loin de nos soucis ordinaires, car nous vivons désormais dans un monde sans distances, ni durée.

Quelques exemples

D-Company

La *D-Company* de Dawood Ibrahim est une bande criminelle apparue dans la communauté musulmane de Bombay. Spécialisée à l'origine (années 80) dans le trafic d'or entre Dubaï et l'Inde, cette bande prolifère du Népal au Pakistan, investit l'économie légale et rackette tout ce qui prospère à Bombay ; dont l'importante industrie du cinéma (*Bollywood*). Or le 12 mars 1993 une série de bombes (au total, 8 tonnes d'explosifs type *RDX*) provoque un carnage à Bombay : plus de 300 morts et 700 blessés sérieux. Opérant sans doute pour les services spéciaux du Pakistan, la *D-Company*, vidant une querelle entre musulmans et hindouistes, avait un instant posé sa casquette criminelle pour enfiler — avec quelle terrible efficacité — sa cagoule terroriste [(48)].

Guérillas

Des « guérillas dégénérées », comme le *PKK* (Parti des travailleurs du Kurdistan), soi-disant mouvements de libération survivent par voie de *racket* ou de trafic. La police allemande constate ainsi qu'à Cologne, les « soldats » du *PKK* contrôlent le marché du sexe (boîtes échangistes, *Eros-center*, salons de massages, *sex-shops*, etc.), qui paye pour être « protégé ». Or l'imbrication des activités paraterroristes et criminelles du *PKK* est, à l'échelle européenne, une

(48) *The Hindu*, 22 juillet 2006, « *Nairobi arrests points to deepening Lashkar-Dawood links... Mafia and terror groups share resources in East Africa* ». Par *Lashkar*, le quotidien indien entend *Lashkar e-Taiba*, la « Légion des Purs », groupe islamiste membre du « Front islamique international de lutte contre les juifs et les croisés », créé par Oussama ben Laden, alors en Afghanistan, le 23 février 1998. Chercher « *Dawood Ibrahim* » ou « *D-Company* » sur *Google* (des milliers de pages) donne une idée de l'ampleur de ce phénomène criminel.

parfaite *terra incognita*. Chaque police ou service de sécurité national sait en gros ce qui se passe chez lui ; la coopération européenne lors d'une enquête dévoile parfois des actions transnationales illicites du *PKK*, présent dans toute l'Union européenne et au-delà. Aujourd'hui, nulle surveillance à l'échelle européenne de cette dangereuse entité n'est opérée ; alors qu'en un instant, le *PKK* peut monter une vague d'attentats avec la même compétence meurtrière que la *D-Company* ou les Tigres de l'*Eelam Tamoul*, etc.

Plus complexe encore, des alliances hybrides apparaissent : d'un côté une mafia, de l'autre une milice dégénérée, ou une guérilla passée au narcotrafic. Observons ici une alliance formée par effet pervers d'une mesure antiterroriste prise après les attentats du 11 septembre 2001 : le *Patriot Act* contraint toute banque implantée aux États-Unis, d'avertir les autorités de toute transaction suspecte en dollars, où que ce soit au monde. Résultat, dès le printemps 2002, les cartels colombiens ou mexicains peinent à manipuler et investir leurs millions de dollars à l'insu des autorités financières américaines.

Pour toute autre devise (livre sterling, euro) rien de changé. Une alliance se noue alors entre des cartels et la *Ndrangheta* (calabraise, donc européenne) qui devient le prestataire de services illicites des « narcos » colombiens en Europe. Une « famille » de la *Ndrangheta* importe en Calabre une tonne de cocaïne appartenant au cartel X. Elle vend (gros, demi-gros) la drogue et recycle l'argent ainsi gagné, puis restitue aux Colombiens le montant (déjà blanchi, argent fiduciaire, actions, bien immobilier) des deux tiers de la vente (700 kilos de cocaïne) et garde pour elle le produit du reste (300 kilos) [(49)].

Les nébuleuses

Les nébuleuses activistes, criminelles et tribales (militants palestiniens, éléments criminalisés de tribus bédouines du Sinaï, gangs régionaux divers, « mafia russe », etc.) qui, de Rafah en Égypte à la Bande de Gaza, contrôlent les tunnels souterrains qui alimentent le Hamas palestinien, constamment assiégé, en armes, munitions et

(49) Voir *AGI-Rome*, 28 mai 2005, « *The secret pact between italian mafia, terrorists and colombian cartels* », sur les liens entre la *Ndrahgheta*, ETA et les milices colombiennes, « *Autodefensas Unidas de Colombia », AUC*, elles-mêmes alors dirigées par Salvatore Mancuso, colombien d'origine sicilienne. Certains grands narcos colombiens (« Tovar Pupo » à Baranquilla, « Los Mellizos » Mejia Munera dans la province du Meta) ont leur propre « ambassadeur » de la Ndrangheta sur leur territoire. Voir aussi Loretta Napoleoni, *op. cit*.

explosifs, stupéfiants, prostituées pour les marchés du sexe israélien et palestinien ; bref tout ce qui sert à la fois la criminalité et le terrorisme ainsi imbriqués par nécessité logistique ; et demain sans doute indiscernables.

Les milices agressives (Hezbollah, Armée du Mahdi...) (50)

D'un côté, une coalition de bandes armées villageoises chi'ites (environ 3 000 permanents et une réserve de 7 000 hommes), de l'autre l'une des meilleures armées du monde. Le champ de bataille, un mouchoir de poche de 45 x 25 kilomètres. « Une classique guerre asymétrique opposant une armée moderne et très mécanisée, dotée d'une énorme puissance de feu et contrôlant totalement le ciel, à quelques milliers de fantassins... Un usage habile par la guérilla de ses armes légères (mortiers, lance-roquettes, missiles antichars guidés par fil ou laser) semble avoir neutralisé les encombrants chars israéliens *Merkava*. Israël semble aussi avoir renoncé à tout support aérien rapproché fourni par ses hélicoptères d'assaut, comme le font avec succès les armées modernes... sans doute de crainte de les voir abattus » (51).

Les stratèges constatent alors que, sur son terrain, une milice *low tech* fanatisée et acceptant les sacrifices, noyée dans une population complice ou soumise, pose à l'Armée d'Israël — qui tire en 33 jours 100 000 obus, 2 000 missiles et effectue 15 000 sorties aériennes, auprès de ses bases et avec un excellent matériel — un problème insurmontable, du moins au premier *round*.

La recette ? Un arsenal léger et bien maîtrisé, une pratique décentralisée du combat, une furtivité à base de tunnels et de souterrains. Résultat : quelque 600 *hezbollahi* tués (Israël perd 120 hommes au combat) et 6 Md$ dépensés ou perdus (52). 10 M$ le milicien...

Analogue configuration et semblable capacité à muter — pas vraiment par hasard, les concepteurs de ces deux milices chi'ites étant

(50) Lire sur ce point : *Milices armées d'Asie du Sud – privatisation de la violence et implication des États*, Laurent Gayer et Christophe Jaffrelot, Presses de Sciences-Po, 2008.

(51) « *War within war », New York Review of Books,* 12 septembre 2006. Voir aussi « Dix millions de dollars le milicien ; la crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie », *Politique étrangère*, avril 2007. Au Liban, cette guerre de l'été 2006 a fait 2 000 morts civils et 10 Md$ de dégâts.

(52) Sans oublier, pour Israël, 750 blessés et 60 véhicules, dont 25 chars *Merkava*, détruits. Le coût direct des opérations militaires est de 1,8 Md€.

les mêmes — voici aussi l'« Armée du Mahdi » (*Jaish al-Mahdi*) apparue lors de l'invasion de l'Irak, au printemps 2003.

Hier encore omniprésente dans les villes irakiennes, l'« Armée du Mahdi » entreprend une intéressante mutation. L'*US Army* se cantonnant toujours plus dans ses bases (comme les Britanniques en Ulster), la frapper exige davantage de précision et de technicité que quand une simple embuscade décimait des patrouilles alors nombreuses. *Jaish al-Mahdi* sera donc désormais structurée « à l'Irlandaise », avec une branche politique visible (type *Sinn Féin*) et un bras armé clandestin semblable à l'IRA.

L'Armée du Mahdi (*Jaish al-Mahdi*)

À ce jour, il s'agit encore du seul parti de masse chi'ite (courant islamique dominant en Irak), les autres (*al-Dawa*, du Premier ministre Nouri al-Maliki ; Conseil suprême islamique irakien) étant issus de l'émigration en Iran, durant la guerre Irak-Iran, de cadres chi'ites mal implantés, sinon haïs, dans l'Irak chi'ite populaire. Dirigée par Moqtada al-Sadr, l'Armée du Mahdi rassemble des milices de quartier, incluant parfois des bandes criminalisées financées par des enlèvements ou des attentats rétribués. Les unités de choc de *Jaish al-Mahdi* sont (bien sûr...) entraînées par des experts en fabrication de bombes, etc., du Hezbollah libanais *.

* Dans l'Irak soi-disant « stabilisé » de l'été 2008, il y a au minimum 25 enlèvements (crapuleux ou sectaires) par jour. Les attentats visant la coalition sont payés 1 500 dollars pour poser une bombe, 2 000 dollars pour réaliser une vidéo de l'attaque. Selon les officiels américains, les trois-quarts de ces attaques, à Bagdad et alentours, sont l'œuvre des « Sadristes ». *Cf. « Embedded in Iraq », New York Review of Books*, 17 juillet 2008.

À l'époque des guérillas révolutionnaires (*Viet Cong*, etc.), les stratèges décrivaient ce type d'affrontement frustrant par la métaphore du lion et de la guêpe : l'insecte ne peut tuer un fauve qui, lui-même, ne sait pas voler. Relevons, toutefois, que dans notre monde chaotique, de super-milices fanatisées comme le Hezbollah ou *Jaish al-Mahdi* commencent quand même à piquer très fort...

Or cette nouvelle menace, désormais de niveau stratégique, n'émane pas seulement de milices ethniques ou religieuses. Aujourd'hui apparaissent les précurseurs de ce qui constituera demain, si l'on persiste dans l'aveuglement, de véritables armées criminelles.

Impossible ! S'écrieront (comme d'usage, devant tout ce qui les dérange...) les tenants de la vieille criminologie sociologisante. Eh bien si, c'est possible, et même, bel et bien là.

Le 16 mai 2007 (53), 15 véhicules remplis d'une centaine d'hommes armés foncent sur le commissariat, au centre d'un village, y enlevant 7 policiers et 2 civils. Les assaillants abattent ensuite 4 policiers et s'enfuient avec des otages ; les autres policiers désertent le commissariat, jetant leurs armes, et rentrent chez eux, terrifiés. Traqués dans les montagnes voisines, les tueurs tiennent tête deux heures durant aux militaires appelés en renfort. Après de violents combats, le convoi disparaît enfin laissant 15 morts sur le terrain.

Irak ? Afghanistan ? Non : la scène se déroule au village de Cananea, dans l'État mexicain de Sonora ; à la frontière Sud des États-Unis, à 30 kilomètres de Nogales, Arizona. Les assaillants sont des *Zetas*, anciens soldats des forces spéciales mexicaines retournés par le cartel du Golfe, dont ces déserteurs forment désormais la troupe de choc. Une unique escarmouche ? « En un sinistre rappel de la dangerosité du Mexique, un commando de 60 tueurs lourdement armés d'un cartel a, en 8 minutes, semé la mort vendredi dans la cité nordiste de Culiacan, abattant douze personnes en trois fusillades distinctes » (54) (juillet 2008). Au 1er semestre 2007, les « batailles criminelles » entre cartels avaient fait un millier de morts. On en compte 1 600 au 1er semestre 2008.

Les gangs

Situés un cran (criminel) en dessous des grandes mafias « historiques » (55), d'abord par l'ancienneté et parfois par la dimension, les « méga-gangs », sont plus nombreux et tout aussi dangereux, à leur échelle (56). Aucun d'entre eux n'ayant jusqu'à présent passé le cap crucial de la première génération, on ignore s'ils tiendront le choc pour devenir des formes criminelles permanentes ; la permanence étant la caractéristique majeure de ce qui fait une mafia.

Généralistes du crime, ces super-bandes souples mais cohérentes et opérant sur un territoire donné, diffèrent aussi des cartels de Colombie et du Mexique, chacun d'entre eux étant spécialiste d'une

(53) *« A war we are still losing », Washington Times*, 8 novembre 2007.

(54) *« Drug cartels threaten Mexican democracy », Financial Times*, 13 juillet 2008.

(55) *Cosa Nostra, Camorra, Ndrangheta, Sacra Corona Unita*, Italie, « *maffya* » turque, mafia albanaise, Triades (Chine), *Yakuza* (Japon), mafia italo-américaine.

(56) Ce phénomène des « méga-gangs » est dépeint par Misha Glenny dans son livre *McMafia : a journey through the global criminal underworld*, Knopf, NY, 2008.

variété précise de narcotrafic (cocaïne, marijuana, amphétamines et à moindre échelle, toujours en Colombie et au Mexique, héroïne).

Si ces « méga-gangs » sont liés à leurs États respectifs (corruption, pillage de ressources naturelles, services rendus), comme au business des pays où ils sévissent (« protection... ») ; si tel trafic les amène ici ou là à fréquenter des terroristes ou guérilleros, dégénérés ou non, ce ne sont pourtant pas (pour l'instant et à notre connaissance) des hybrides à double casquette, criminelle et terroriste, comme par exemple la *D-Company*.

Les plus actives et dangereuses de ces « super-bandes » sont aujourd'hui : les grandes « *Bratva* » (fraternités) issues de l'ex-URSS ; les gangs tchétchènes ; les bandes bulgares, ou issues de l'espace balkanique (Serbie, Croatie, Monténégro, Macédoine-Skopje) ; les sociétés criminelles israéliennes ; les gangs nigérians et sud-Africains ; les « armées criminelles » du Brésil, etc.

« Solntsevo ». C'est une triste banlieue du Sud-Ouest de Moscou, portant un nom quasi-ironique : Solntsevo signifie « côté soleil ». Certes du mauvais côté du M-KAT, le périphérique de Moscou, l'emplacement de Solntsevo n'en constitue pas moins un grandiose « effet d'aubaine » pour de jeunes voyous rusés et actifs de l'ère soviétique finissante. Tout près, en effet, deux aéroports (Vnukovo et Domodedovo) ainsi que Yuzhny Port (« le Port du Sud »), l'immense havre fluvial de Moscou : trois intarissables sources de *rackets* et de trafics.

Mafias et méga-gangs

Mafias et « méga-gangs » sont des entités territoriales : tous deux ont une aire de chasse, de prédation, bien définie ; généralistes du crime, ils ont des savoir-faire et des spécialités variables, évoluant selon une logique coût-bénéfice.

Les « méga-gangs » ont bien sûr (tout ou partie et à des niveaux variables) des rites d'entrées, hiérarchies, « uniformes », tatouages, graffitis, signes de main, et parfois un argot, propres.

Ce qui les oppose

Une mafia est historique, les méga-gangs sont récents ; une mafia a une légende, les méga-gangs n'ont qu'une réputation ; une mafia a sa loi, son code d'honneur, les « méga-gangs » n'ont qu'une discipline collective propre.

Partant de là, *Solntsevskaya Bratva* se structure, s'étoffe et prolifère. Dans l'agglomération moscovite elle contrôle des marchés, des gares, et investit l'argent du *racket* dans des bars, hôtels et supermarchés ; des banques, même, disent des magistrats moscovites. Comment structurer et organiser cette « *start-up* » du crime ? En une confédération horizontale de gangs (les « brigades »), dirigées par un « brigadier », souverain sur son territoire. En cas de problème, un arbitrage sans appel est rendu par l'un des quatre dirigeants de la « *Bratva* », dont Serguei Mihaïlov, son fondateur.

Opportuniste, prédatrice, liée à d'importants centres du pouvoir russe, *Solntsevskaya Bratva* opère aussi bien dans la protection, le *racket*, le trafic de biens licites (métaux, pétrole) ou illicites (armes, stupéfiants), la contrefaçon. Hors de Russie, la « fraternité » est désormais implantée dans des ex-pays de l'Est (Pologne, République tchèque, Hongrie, « Transnistrie », Ukraine), à Chypre, en Israël et aussi en Chine. Selon la justice russe, elle compterait aujourd'hui de 5 000 à 7 000 « soldats » et cadres. Une réelle puissance criminelle âgée de 23 ans, libre de ses mouvements et dont nul chef important n'est à présent détenu.

L'Amérique centrale et les Caraïbes sont le paradis des méga-gangs. C'est en Jamaïque que sont apparus les premiers méga-gangs de la région, là encore dans la décennie 80. Depuis lors, ces indéboulonnables entités criminelles dont les soldats sont baptisés « *Yardies* », constituent l'une des formes criminelles les plus meurtrières au monde : 1 574 homicides en 2007 (dont 252 malfaiteurs tués par la police) pour une île comptant moins de 2,8 millions d'habitants (57).

« Localement, dit un expert, le gang impose son propre système de loi et d'ordre... Il lève un impôt sur les entreprises locales en échange de sa protection, il punit ceux qui refusent de payer en s'en prenant aux biens et aux personnes. Il offre un semblant de sécurité sociale, en aidant les populations sous sa coupe, en payant des frais de scolarité et de cantine et en procurant des emplois » (58).

(57) Si la France avait le même taux d'homicides que la Jamaïque, elle en compterait ces dernières années... 33 000 par an (au lieu d'environ 1 100 homicides en 2006 et 2007). En 2006, la chambre de commerce de Kingston publie que le *racket* coûte aux entreprises jamaïquaines 7 % de leur chiffre d'affaires.

(58) *« The new middle-age », Foreign Affairs*, mai-juin 2006.

Implantés en Grande-Bretagne comme en Amérique du Nord, les gangs jamaïquains contrôlent bien sûr l'important trafic de cocaïne transitant par l'île, du cône nord de l'Amérique latine jusqu'aux États-Unis.

Dans l'Amérique centrale continentale, où se créent de véritables « zones grises », notamment dans les bidonvilles, la situation est telle qu'on y parle désormais de désagrégation, d'« africanisation » (59). Des bandes criminelles juvéniles, les *maras* (60) y ont connu depuis la décennie 90 une monstrueuse prolifération, au point que l'on compterait aujourd'hui 70 000 *mareros* au minimum dans la région (Salvador, Honduras, Guatemala ; des experts avancent même le chiffre de 200 000 *mareros*), certaines *maras* contrôlant désormais des territoires entiers. Au Salvador, la *Mara Salvatrucha* compterait ainsi plus de 11 000 « soldats ».

Ces *mareros* sont jeunes, moins de 15 ans parfois ; affolés par la drogue, le cerveau « lavé » par leurs anciens, ils sont prêts à tout et tuent ou torturent comme ils respirent, parfois juste pour passer à la télévision.

Pratiquant une criminalité locale (61) « tous azimuts » : trafics locaux de stupéfiants et d'armes, vols à main armée, enlèvements crapuleux, assassinats sur gage, prestations de services criminels pour des cartels de Colombie et du Mexique, des mafias (italiennes et italo-américaines) et diverses guérillas plus ou moins dégénérées (Farc, etc.) opérant dans la région, les *maras* constituent aujourd'hui pour les États-Unis un défi d'ampleur stratégique.

D'abord par leur prolifération même, par leur infiltration au sud du Mexique, au Brésil et même en Colombie ; surtout, dans leurs pays d'origine et désormais dans toute la région, l'hyperactivité criminelle des Maras pousse une part de la population, terrifiée, à fuir massivement vers l'Amérique du Nord, renforçant encore une vague migratoire désormais moins bien supportée aux États-Unis.

---

(59) Ce qui est injuste car (du moins, les statistiques officielles l'affirment) il y a plus d'homicides criminels en Amérique latine qu'en Afrique (voir plus bas note 74).

(60) À l'origine, une *mara* est une colonne de ces fourmis très agressives et dangereuses qui ravagent les forêts tropicales, dévorant tout devant elles. Il y a deux *maras* majeures en Amérique centrale *Mara Dieciocho (MS 18)* et *Mara Salvatrucha (MS 13)*.

(61) À la base, toute criminalité organisée est territoriale et les *mareros* n'échappent pas à la règle : significativement, le même mot « *clica* » désigne à la fois la bande et son fief, ou territoire de prédation.

Criminalités nomades-migrantes (62)

Dans un ouvrage consacré aux phénomènes criminels et de corruption affectant plus spécialement le monde russe/ex-soviétique, Mancur Olson (63) introduit une judicieuse distinction entre bandits enracinés et bandits vagabonds ou apatrides.

Pour Olson, le bandit enraciné jouit d'un monopole, plus ou moins durable et constant, de la violence et du crime sur « son » territoire. C'est un prédateur certes, mais retenu, attentif à ce que la population jouisse pour survivre d'un peu d'ordre et de bien-être. Le bandit vagabond, lui, est un prédateur total qui pille et fuit ensuite. Dans la décennie 90, la mondialisation aidant, le grand problème de la Russie post-communiste fut que les bandits vagabonds y ont pris le dessus.

Ce concept bandit enraciné contre bandit vagabond ne concerne pas le seul monde ex-communiste. Partout sur la planète, la mondialisation a généré, ou enhardi, des formes criminelles nomades opérant entre plusieurs mondes ; et d'autant plus difficiles à observer, a fortiori à réprimer, que pour l'essentiel et d'abord en Europe, la police et la justice relèvent toujours des États.

Ces formes polycriminelles nomades dotées d'une forte « intelligence des opportunités » touchent un peu à tout ce qui, dans l'économie souterraine, relève de l'illicite, dans toutes les nuances du gris (contrefaçons, trafic de cigarettes, contrebande, par exemple, d'électronique bon marché), au noir (trafic d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes et de véhicules volés...).

Opportunistes, fluides, agissant en réseau, maîtrisant un « savoir circuler » tant géographique que culturel, ces nomades sont souvent noyés dans leurs diasporas d'origine, en des rapports forts ambigus : solidarité clanique, mais aussi intimidation et chantage.

Alain Tarrius (*op. cit.*) montre ainsi de jeunes maghrébins hésitants au seuil d'une carrière (criminelle ou pas) : « D'autres, enfin, vivent des phases d'errance, qui précèdent en général la réussite, ou

(62) Sur cette « globalisation » grise ou noire, lire : *La mondialisation par le bas, les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Alain Tarrius, Balland, 2002, brillante enquête sociologique, fondée sur d'importantes recherches de terrain.

(63) *Power and prosperity : outgrowing communist and capitalist dictatorships*, Mancur Olson, Basic Books, NY, 2000.

bien encore l'entrée dans des réseaux mafieux pratiquant le commerce des produits illicites. La capacité de se situer dans un entre-deux, de contourner tout ce qui fait frontière ou fidélité à un lieu de sédentarité, joue chaque fois un rôle déterminant dans le succès. Aussi les nomades ne cessent-ils de se rencontrer, de se prêter main-forte pour mieux englober, circuler, et tirer richesse du passage à travers ce qui bloque les autres : les frontières entre États, pour les plus hardis, mais surtout les frontières entre différents mondes identitaires, entre différents univers de normes et de valeurs ».

Maghreb donc, mais aussi Balkans, pour les nomades de la zone Adriatique. Pour chacun d'entre eux, des zones plus ou moins grises : « confins andalous » (Séville, Grenade, Malaga, Algésiras) et « confins vénitiens » (Trieste, Istrie, sud de la Slovénie). Et pour tous aussi, d'inévitables contacts mafieux : liens historiques entre contrebandiers de la côte tunisienne, ou de la Tripolitaine, la Sicile et Naples ; contacts anciens entre sociétés criminelles balkaniques et mafieux de Bari (*Sacra Corona Unita*) ou de la Calabre (*Ndrangheta*).

Ces confins abritent les bases et entrepôts nécessaires au commerce illicite : stockage de cannabis ; laboratoires (transformation de morphine-base en héroïne, de pâte-base en cocaïne, fabrication de cachets d'amphétamines), lieu d'hébergements pour humains, objets de trafic (clandestins, prostituées). C'est aussi dans ces confins troubles que résident les notaires véreux, avocats marrons et intermédiaires en tout genre, facilitant les opérations illicites : mariages blancs, création de sociétés-écran ; blanchiment, maintien des liens avec les diasporas et clans utiles aux « affaires », etc.

EXPLORER ET CONTRÔLER AIRES CHAOTIQUES ET ZONES GRISES

Le contraire d'un ordre est un désordre. L'inverse d'un ordre mondial, autrement appelé *nomos* de la Terre est un désordre planétaire. Or que le monde soit désordonné, voire chaotique, déplaît au « concert des nations » comme aux opinions publiques et aux médiasphères des grands pays qui, tant qu'ils le peuvent, tentent de maintenir la rassurante fiction d'un ordre international d'essence interétatique (les Nations unies).

Le *nomos* de la Terre

Substantif du verbe grec « *nemein* », *nomos* (ordre, statut) s'oppose à chaos. « *Nomos* » possède une triple étymologie : s'emparer (d'une propriété par exemple), la partager et enfin la mettre en valeur. Prendre, répartir, exploiter, sont les trois phases de l'instauration d'un ordre ; en l'occurrence, de l'ordonnance globale du monde : « L'ordre fondamental, le vrai, l'authentique, repose sur certaines limites spatiales ; il suppose une délimitation, une dimension, une certaine répartition de la terre. L'acte inaugural de toute grande époque est une appropriation territoriale d'envergure. Tout changement important de la face du monde est inséparable d'une transformation politique, donc d'une nouvelle répartition de la terre, d'une appropriation territoriale nouvelle » *.

Depuis la chute du mur de Berlin, le désordre règne. À l'avenir, quand apparaîtront de nouveaux équilibres planétaires, émergera un nouveau *nomos* de la Terre : « Tant que l'Histoire universelle n'est pas conclue et reste encore ouverte et en mouvement, tant que les choses ne sont pas fixées et pétrifiées à jamais ; autrement dit, tant que les hommes et les peuples ont encore un avenir et pas seulement un passé, un nouveau nomos naîtra dans les formes toujours nouvelles que prendra le cours de l'Histoire... » **.

---

* *Terre et mer*, Carl Schmitt, éditions du Labyrinthe, Paris, 1985.

** *Le Nomos de la Terre*, Carl Schmitt, PUF, collection Léviathan, 2001.

Dans la métaphore musicale déjà ancienne de « concert des nations », se décèle ainsi clairement une envie — ou une nostalgie — un besoin, d'art et d'harmonie.

Mais — il est même banal de le dire — des forces immenses et fort différentes agissent désormais à l'échelle internationale. Certaines de celles-ci ne sont pas étatiques (les grands groupes mondialisés) ; d'autres encore n'ont pas vraiment le goût du consensuel ni de l'harmonieux (mafias, méga-gangs, etc.).

Hors ceci, qui relève du non-étatique, existent aussi des espaces ruraux ou urbains, de type post-étatique, qui furent, dans le passé, des États « normaux » ou des villes ordinaires. Les États se sont échoués, ou même effondrés, suite à une (lente ou brutale) spirale négative. Dévorées par leurs périphéries, les villes, elles, sont devenues d'immenses (*stricto sensu*, qu'on ne peut mesurer) bidonvilles proliférant sans logique, ni contrôle.

À qui recherche les dangers réels du monde présent, incombe d'observer tout cela, l'anarchique, le désordonné, le hors-la-loi : de l'analyser pour le comprendre bien sûr, mais aussi le contrôler. Selon

la logique exposée plus haut (entités-territoires-flux), nous abordons maintenant la seconde dimension — territoriale — de notre étude.

États échoués ou effondrés : le « modèle » somalien

Un État échoué [64], c'est le règne plus ou moins direct et brutal de milices, ou de bandes criminelles, de guérillas dégénérées, de mafieux ou de seigneurs de la guerre, opérant tous au mépris des droits humains : massacres, viols, nettoyages ethniques, etc.

Selon les critères retenues pour ces classements subjectifs, on compte dans le monde de 20 à 60 de ces États chaotiques. La population vivant dans ces « incubateurs criminels » se compte par dizaines de millions. Et ce qui s'y produit, ou émane d'eux, irradie largement dans le monde entier.

Cas chimiquement pur d'État échoué, la Somalie a désormais pour forme sociale usuelle le clan pastoral guerrier : toute une mosaïque de tribus et de clans qui guerroient sans fin, pour la plus grande gloire de Dieu ou simplement pour survivre, dans l'anarchie et le pillage des biens de l'ONU et des ONG encore présentes sur place.

Somalie		
	1990	2025
Population (millions)	7	23
dont population urbaine	24 %	46 %

« Les États aujourd'hui considérés comme effondrés (les sept premiers), échoués ou très faibles : Somalie, Afghanistan, République démocratique du Congo, Irak, Burundi, Soudan, République centrafricaine, Zimbabwe, Liberia, Côte d'Ivoire, Angola, Haïti, Sierra Leone, Érythrée, Corée du Nord, Tchad, Birmanie, Guinée-Bissau, Éthiopie, République du Congo, Niger, Népal, Guinée, Rwanda, Guinée Équatoriale, Togo, Ouganda, Nigeria » [65].

(64) Sur les États effondrés, voire l'étude « Les banlieues du monde », *Enjeux Internationaux*, 1er trimestre 2006.

(65) *« The Failed States Index 2008 », Foreign Policy Magazine*, juillet-août 2008, « *Index of state weakness in the developing world »*, Brookings, *Foreign Policy*, 2008.

Terres sans loi ; zones non gouvernées ; zones sans État ; régions apatrides : les qualificatifs varient selon les multiples agences internationales concernées, mais sous les divergences sémantiques règne dans ces zones grises un analogue et inquiétant grouillement criminel.

Certains de ces États effondrés sont devenus des bureaucraties criminalisées (comme le Liberia de Charles Taylor, qui gangrena l'Afrique occidentale des années 90) ; au service de qui peut s'offrir la gamme localement disponible de services et biens criminels.

L'anarchie qui y règne favorise : la présence d'insurgés, lancés (localement ou régionalement) dans un conflit politico-criminel ou tenant au fanatisme religieux, contre un État voisin, lui aussi faible ou échoué ; la présence de terroristes (ou de leurs réseaux de soutien, ou de leur base financière) ; la présence de milices ou de bandes armées locales pratiquant un clientélisme racial ou tribal et agissant en prédateurs des populations de leur « aire criminelle », provoquant ainsi de graves crises humanitaires, voire des pandémies ; la présence d'« ambassades » d'organisations criminelles transnationales, logisticiens des grands trafics transcontinentaux (êtres humains, véhicules ou engins volés, gemmes, stupéfiants, métaux rares, etc.).

Les mégapoles anarchiques

Pour l'avenir discernable, la population humaine, croîtra et migrera des campagnes vers les villes [(66)] ; or « le monde compte désormais plus d'urbains que de ruraux » [(67)]. Cela suscite « la croissance d'agglomérations urbaines gigantesques, qui tendent à rassembler une fraction majoritaire de la population mondiale. La vie dans ces agglomérations est suspendue au fonctionnement des réseaux techniques qui apportent la nourriture, l'eau potable, l'énergie et qui évacuent les déchets » [(68)].

(66) Voir « Explosion urbaine et mondialisation », *Alternatives Sud*, vol. XIV (2007) n° 2 ; *« State of the world's cities,* 2006-2007*, UN-Habitat ; « The challenge of slums : global report on human settlements », UN-Habitat*, 2003. Le concept de mégapole anarchique (*Feral cities*) est un peu délaissé aux États-Unis. Voir cependant « *Feral cities, the new strategic environment* », Richard Norton, *Naval War College Review*, automne 2003.

(67) Selon *ONU-Habitat* (rapport 2006) il devrait y avoir, en 2030, 8,1 milliards de Terriens, dont 5 milliards urbanisés. En 2050, 10 milliards de Terriens, dont les trois quarts urbanisés, l'essentiel de ce développement urbain se ferait dans les pays du Sud (de 2015 à 2030, les campagnes perdront chaque année 155 millions d'habitants au profit des villes).

(68) *L'engrenage de la technique*, André Lebeau, NRF Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 2005.

Au sud, dans les États fragiles, échoués ou a fortiori effondrés, ces conurbations immenses forment souvent des mégapoles anarchiques, véritables amas de bidonvilles.

Or l'addition bidonville + misère + corruption, génère forcément le crime. Ainsi, ces mégapoles anarchiques abritent aujourd'hui — et abriteront bien plus encore demain — de véritables « armées de réserve criminelles » ; et constituent d'ores et déjà d'inépuisables viviers pour la *Mara Salvatrucha*, les *Yardies*, ou la *Jaish al-Mahdi* (entités criminelles ou fanatiques choisies entre cent autres...) toutes apparues dans les bidonvilles et « quartiers sauvages » de Los Angeles ou de San Salvador ; de Trenchtown ou de Tivoli Gardens (Kingston, Jamaïque), ou de Sadr City (Bagdad, Irak).

Mégapoles anarchiques, bidonvilles

(Source : *ONU-Habitat*)

De 1950 à 2000, la population urbaine a été multipliée par 9, de 32 à 279 millions de personnes. En 2015, 53,5 % des Africains vivront en ville, 87 % en 2050 (environ 40 % en 2007).

En 2007 et pour toute la terre, les bidonvilles hébergeaient 1 citadin sur 3 dans le monde, soit environ 1 milliard d'individus, dont 90 % dans les pays en développement. La population des bidonvilles a progressé de 36 % dans la décennie 90.

Dans l'Afrique subsaharienne, les bidonvilles regroupent environ 70 % de la population urbaine, l'ensemble des bidonvilles d'Afrique compte 330 millions d'habitants, 290 millions d'habitants en Asie du Sud et du Sud-Est ; 134 millions d'habitants en Amérique latine et dans les Caraïbes.

À Kinshasa (environ 9 millions d'habitants) et à Lagos (environ 13 millions) la population a été multipliée par 40 depuis la décennie 1950. Lagos comptera 22 millions d'habitants en 2030. Le principal bidonville de Lagos (« A Jungle ») avait 90 000 habitants en 1972 ; et 1,5 million en 2006.

Qu'est-ce ainsi qu'un bidonville ? Une zone urbaine désormais permanente et non plus transitoire, comme jadis ; un « laboratoire de l'exploitation humaine » (*ONU-Habitat*, 2006) tout comme une plausible couveuse à criminels et à terroristes.

Plus précisément le bidonville, c'est : un entassement de taudis surpeuplés et insalubres, privés d'accès à l'éducation et à la culture, sans infrastructures ni services, même basiques, où les emplois sont précaires et sous-rémunérés ; la « patrie » et le refuge d'une plèbe

atomisée et sous-qualifiée, n'ayant pour seul horizon que la promiscuité de « son » bidonville et rongée, la télévision aidant, par un intense « syndrome de Tantale » (on y voit comment vivent les « riches », ce qu'ils consomment couramment, de localement inaccessible) ; des lieux pollués et privés d'eau potable, voués à la malnutrition, aux risques sanitaires et aux maladies infectieuses ; des lieux le plus souvent marqués par de forts taux de mortalité infantile, une importante criminalité, de vives tensions tribales, claniques ou religieuses.

Enfin, pour qui doit, ou devra un jour, y repérer le hangar abritant la tonne de cocaïne, des otages ou une cache d'armes de guerre, le bidonville, c'est surtout une totale absence de cartes et de repères : aucune maison fixe, des baraquements temporaires ; pas de rues définitives ni de tuyaux permanents (et licites...) apportant l'eau, l'énergie, ou les communications ; ou évacuant les eaux usées (égouts, etc.).

**Zones grises et mégapoles anarchiques :
les métastases djihadies**

Observons où, et à partir d'où, prolifèrent les éléments de la nébuleuse salafidjihadie :

Al-Qaïda en Irak – les *taliban* (Afghanistan) – *Al-Qaïda* dans la péninsule arabe – *Al-Qaïda* au Maghreb islamique – *Jama'a islamiya* (Indonésie et alentours) – Groupe combattant islamique libyen - Groupe combattant islamique marocain – *Asbat al-Ansar* (Liban) – *Abu Sayyaf* (Philippines et alentours) – *Jaish e-Mohammad* (Pakistan) – *Laskhar e-Taiba* (Pakistan) – *Fatah al-Islam* (Liban) – État islamique en Irak – *Ansar al-Sunna* (Irak) – Groupe islamique tunisien – Parti islamique du Turkestan oriental (confins chinois) – *al-Itihad al-Islamiya* (Somalie) – *Harakat ul-Jihad e-islamiya* (Bangladesh) – *Harakat ul Mujahideen* (Cachemire et alentours) – *Jama'a al-Fuqra* (Cachemire et alentours) – Mouvement islamique de l'Ouzbékistan ou du Turkestan (Asie centrale) – Union du djihad islamique (Ouzbékistan et alentours) – *As-Shahab* (Somalie) – *Kataeb Jund al-Yemen* (Yémen et alentours).

Aires criminalisées : un cas concret, la zone Amérique latine-Caraïbes

Une fois encore, ceci n'est ni une encyclopédie, ni un catalogue : il s'agit d'exposer des entités, territoires et flux inquiétants aujourd'hui peut-être, mais plus encore demain, afin de permettre au lecteur, dans sa spécialité et à son « poste de combat », de concevoir de façon souple et évolutive ce qui mérite préparation d'abord, puis prévention.

La criminalisation massive de l'Amérique latine et des Caraïbes

Voici un problème négligé par d'importants pans de la médiasphère et de l'*intelligentsia* (69). Il est ainsi médiatiquement entendu que le Brésil, chouchou du Forum de Davos et des médias, est économiquement plein d'avenir et culturellement « sympa ».

Or le Brésil est en fait ravagé par une criminalité massive (17 millions d'armes à feu y circulent sans contrôle) ; les graves inégalités qui y règnent sont loin de régresser (70) ; il y règne une corruption babylonienne (de l'aveu même des médias brésiliens) ; enfin, une sévère boulimie de drogues en fait le second consommateur de cocaïne au monde après les États-Unis.

Bibliographie

***Gangs*, Ross Kemp, Penguin Books, Londres, 2007.**

« Le Brésil a un système de classes pire encore que ce que la Grande-Bretagne a fait de pire en la matière. Non seulement 10 % de la population brésilienne possède 80 % de la richesse nationale, mais nul mouvement n'est possible entre les classes. Tout est fixe, tout reste à la même place, les pauvres dans leurs favelas-ghettos et les riches dans leurs résidences-forteresses bien gardées ».

Extrait du *Petit Journal*, bulletin des Français de l'étranger, 26 novembre 2006.

« Chaque jour, 150 personnes meurent par homicide au Brésil (qui) détient le record du monde des homicides par arme à feu ; il y a quelques années, l'ONU avait désigné la favela Jardim Angela, quartier le plus dangereux au monde »... 55 312 : c'est le nombre ahurissant d'homicides répertoriés en 2005 selon le ministère de la Justice... d'innombrables homicides n'y sont jamais signalés. Victimes et meurtriers se ressemblent étrangement : des hommes (90 % des cas), jeunes (40 % ont moins de 25 ans), noirs (2 cas sur 3), défavorisés, s'entre-tuent en toute impunité. Il y a 30 homicides pour 100 000 habitants contre 7 aux États-Unis... Ce taux n'est dépassé que par la Colombie ou l'Afrique du Sud ».

À Rio, en décembre 2006, des « commandos » criminels attaquent simultanément plus de 20 commissariats de police (grenades et armes automatiques). Des quartiers riches sont pillés, six autobus pris

(69) *Cf. : Saving the Americas*, Andres Oppenheimer, Random House, NY, 2007.

(70) *UN Office on Drugs and Crime, Regional Office Brasil, 2007* : « Dans les lieux touristiques de Rio de Janeiro comme Copacabana et Ipanema, le taux d'homicides est de 5 pour 100 000 personnes, analogue à celui des villes les plus sûres d'Europe ; tandis que dans des favelas distantes d'à peine 2 à 3 kilomètres, ce taux bondit à 150 homicides pour 100 000 personnes ».

d'assaut et leurs passagers, dépouillés. Un des bus est incendié, 7 de ses passagers meurent brûlés vifs. Ce jour-là, 21 personnes sont assassinées, dont 2 policiers.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont le continent le plus ravagé par le crime. L'Organisation mondiale de la santé y dénombre 27,5 homicides pour 100 000 habitants, contre 22 en Afrique (71).

Dans le classement mondial des homicides, 16 pays de la zone Amérique latine-Caraïbes figurent dans les 20 premiers (72), l'Amérique centrale connaissant le plus fort taux d'homicides du monde. Autre fléau : les enlèvements. Le continent latino-américain, où vit environ 8 % de la population mondiale, recense 75 % des *kidnappings* recensés dans le monde.

Côté sécurité maintenant : l'Amérique latine compte 2,5 millions de vigiles et gardes, 400 000 pour la seule ville de Sao Paulo (trois fois plus que de policiers) ; la capitale colombienne, Bogota, compte 7 vigiles ou gardes pour un policier.

D'où provient cette marée criminelle, et quelles en sont les conséquences ? Un écrasant héritage social-chrétien fait de l'Amérique latine le dernier fief d'une « culture de l'excuse », pour qui la misère, et elle seule, explique le crime ; les malfaiteurs devant disparaître avec la pauvreté. Pourtant, on ne constate pas de véritable corrélation entre criminalité et misère, comme le montre le tableau suivant (73).

Pays	**PNB par habitants (2005)**	**Homicides connus (2007)** pour 100 000
Guyana	1 011 $	15
Trinidad & Tobago	10 440 $	28
Jamaïque	3 396 $	59

Source : Nations unies, dernières données disponibles

(71) 15/100 000 en Europe orientale, 2/100 000 en moyenne dans l'Union européenne. Dans les causes de décès, l'homicide arrive en 7e position en Amérique latine, 14e en Afrique, 22e, mondialement.

(72) Taux d'homicides pour 100 000 habitants sur la période 2005-2007 : Jamaïque 59,2 ; Guatemala 47 ; Honduras 39 ; Colombie 36 ; Venezuela 33 (105 à Caracas) ; Salvador 32, 40 % attribués aux *Maras* ; Trinidad & Tobago 28 ; Brésil 27, soit 600 000 homicides en vingt ans ; Belize 23...

(73) Voir sur ce point : *Jane's Intelligence Review*, 23 juin 2008, *Serious & Organised Crime, « Paradise lost : violent crime in the Caribbean »*.

Autre exemple, dans les opulentes îles Vierges Britanniques, le PNB/habitant est en 2007 de 41 800 $ et on y compte 23 homicides pour 100 000 habitants, alors qu'en Grande-Bretagne, les chiffres sont respectivement de 37 632 $ et 2,1.

En Amérique centrale, le critère explicatif de la prolifération des *Maras* n'est pas le niveau de pauvreté du pays, mais le nombre de *mareros* expulsés des États-Unis et revenus « vivre et travailler au pays », ainsi, l'émigration nicaraguayenne aux États-Unis étant faible, les *Maras* sont insignifiantes au Nicaragua, seul pays de la région épargné par le fléau.

Ainsi, la comparaison des taux de chômage et d'homicide est elle aussi instructive à Trinidad & Tobago (74) ; soit le contraire de ce que l'on aurait pu penser.

Année	**Taux de chômage**	**Homicides connus** pour 100 000
1987	22 %	7
1997	15 %	13
2007	5 %	28

Source : Nations unies, dernières données disponibles

Or bien sûr, la réalité est toute autre : la violence et l'insécurité effraient les hommes d'affaires internationaux, les entrepreneurs et commerçants locaux, comme les touristes.

Pour la Chambre de commerce des États-Unis (citée par A. Oppenheimer) une entreprise américaine dépense en frais de sécurité 3 % de son budget pour s'implanter en Asie... Et 7 % en Amérique latine-Caraïbes. Il s'agit bien là du premier frein au développement de ce continent, et de loin (75).

(74) Voir sur ce point : *Jane's Intelligence Review*, 23 juin 2008, *op. cit.*

(75) *Reuters*, 3 mai 2007, *« Caribbean murder rates hurting growth — World Bank — Tourism-dependent Caribbean may now have the world's highest murder rate as a region, severely affecting potential economic growth, the World Bank and a U.N. agency said in a report on Thursday. Blaming most of the violent crime in countries like Jamaica and Trinidad and Tobago on the trafficking of Colombian cocaine to Europe and the United States, the report said the region's homicide rate of 30 per 100 000 inhabitants a year was higher even than troubled southern and western Africa »*, etc. Voir également : « Un monde de gangs », dossier, *Courrier International*, 5 juin 2008.

L'Amérique centrale

« La criminalité est mauvaise pour les affaires. Si rien n'est fait contre elle, le tourisme, industrie dépendante des perceptions de la clientèle et dont vit l'économie régionale, souffre. Des études montrent que si Haïti et la Jamaïque ramenaient leur taux d'homicides à celui du Costa Rica, pays considéré comme stable, ils verraient leur croissance annelle progresser de 5,4 %. Réduire d'un tiers les taux d'homicides dans les Caraïbes ferait doubler la croissance économique régionale... Des années d'une criminalité explosive ont privé l'Amérique centrale de tout investissement privé » *.

** UN Office on Drugs and Crime – Annual Report 2008 (activities in 2007)*

FLUX : LA FACE NOIRE DE LA MONDIALISATION

Toute réflexion honnête sur la mondialisation devrait conduire le chercheur à observer la face noire de ce phénomène ; ensuite, à analyser comment cette mondialisation criminelle mine les économies, les finances — et même les politiques — des pays instables et fragiles. Or cette critique est rarement faite par de grands médias toujours plus unanimes, que ce soit dans la louange ou dans l'oblitération.

Hors du domaine spécialisé de la criminologie, cette occultation étonne cependant de grands experts comme Moses Naïm (*op. cit.*) qui souligne : « Il se passe dans le monde bien des choses importantes auxquelles on ne comprend rien, sans intégrer plus sérieusement le facteur criminel dans les processus de prise de décision, les institutions et les revenus ».

Mi-effrayé, mi-admiratif, Naïm ajoute à propos des grandes sociétés criminelles : « Même une multinationale desservant le grand public peinerait à mener efficacement de front une telle masse d'activités, fabrication, négoce international, logistique et transport, inventaires de contrôle, gestion des ressources humaines, distribution de produits de qualité, contrôle financier ; sans même parler ici de sécurité ni de secret. Qu'existent des organisations [criminelles] si efficaces et qualifiées démontre qu'elles possèdent un modèle de travail, non seulement attractif pour des cadres de haut niveau, mais aussi générateur d'énormes profits. Hélas ! Cela démontre aussi l'impact limité des contrôles étatiques ».

Réflexion analogue de Misha Glenny (*op. cit.*) : « Il est frappant de constater que, depuis l'invasion, tous les sondages d'opinion réalisés en Irak placent la criminalité et la corruption au premier plan des préoccupations des Irakiens, au même rang que le terrorisme. Or l'impact du crime — non pas seulement en Irak, mais dans tout le Moyen-Orient — persistera longtemps après que le terrorisme se soit résorbé ».

Ainsi donc, dans notre contemporaine mondialisation, hormis le risque (aujourd'hui limité) d'un conflit militaire majeur, à base de grandes batailles aéroterrestres [(76)], les dangers qui concrètement nous guettent sont tous d'ordre criminel ou terroriste (ou hybrides). Or ces dangers sont stratégiques, ce que l'on néglige ou tait, par aveuglement, bienséance ou encore conformisme.

Pourquoi est-ce tu ? Pourquoi cette gène — cette fuite parfois — devant les réalités criminelles ? C'est avant tout l'aveu d'une responsabilité, réelle quoique partielle, des grands États. Recherchant, à la fin de la guerre froide, l'intégration du monde, l'ouverture maximale des économies et des sociétés (définition même de la mondialisation), ceux-ci ont en effet ignoré les symptômes manifestes d'un commerce illicite mondial émergent : multiplication des usines-pirate, vente de ressources naturelles pillées, explosions de richesses au long des voies de trafic, multiplication de transactions financières « grises » ou « noires ».

La foi libérale est-elle ici seule en cause ? L'empire de la nécessité a aussi prévalu. Ainsi de certain pays des Balkans, où la situation s'aggravant, la tutelle européenne avait dû trancher en hâte entre une nouvelle guerre et un arrangement avec la mafia, et réussi à éviter la guerre !

Reste à comprendre sur quoi débouche un arrangement avec la mafia. Nous allons donc maintenant dépeindre, donner la mesure, des industries et trafics criminels, et terroristes, les plus dangereux car d'usage dévalués, c'est-à-dire considérés, certes comme inhumains ou illégaux ; mais finalement comme non-stratégiques, alors qu'ils le sont, ô combien !

(76) La dernière de ces grandes batailles aéroterrestres, au sens plein et classique, advint durant la « Guerre du Kippour » entre Israël et l'Égypte, en 1973.

Car en effet, qui d'autre sur terre que le continuum criminalité organisée transnationale + commerce illicite : fragilise, voire détruit, certaines industries et en renforce d'autres ; ravage certains pays et en enrichit d'autres ; fait, dans nombre des États du monde, certaines carrières politiques et en ruine d'autres.

Le commerce illicite, danger stratégique

Par « commerce illicite mondial », nous entendons les flux criminels d'êtres humains, de stupéfiants, d'armes, d'argent, de véhicules volés, de biens intellectuels copiés, d'objets contrefaits. Sans oublier le pur et simple vol, un marché de quelque 16 Md$ par an.

Chaque jour, ces transactions concrètes du commerce illicite mondial font la « une » des grands médias ; mais donnent lieu à un « saucissonnage », à une banalisation tels que l'image d'ensemble en devient invisible, se perd dans le fond du tableau.

Le commerce illicite planétaire

- Fait fi des règles, lois, licences, taxes, embargos internationaux ; comme des procédures des États souverains visant à réguler le commerce, protéger leurs nationaux, lever l'impôt et préserver la morale publique.
- Suscite, dans l'ex-bloc de l'Est et dans le Tiers-Monde, de puissantes coalitions entre affairistes, mafieux et officiels, manipulant et orientant des gouvernements faibles ; contrôlant des médias, des partis politiques, des pans entiers de la fonction publique ; et même des associations (d'apparence) charitables.
- Génère des flux énormes et toujours croissants d'argent « sale » ensuite blanchi et réintégré dans un système financier licite qu'il corrompt au passage.
- Fournit à coup sûr aux malfaiteurs et aux hybrides (peut-être aux terroristes) des moyens de survie, de transferts et d'échanges financiers *.

* Naïm, Napoleoni, Glenny, *op. cit.*

Ce commerce illicite a su se fondre dans les économies légales de continents entiers, au point parfois de vivre symbiotiquement, ici avec le secteur privé, là avec les milieux officiels ; alors que, du moins pour l'instant, la lutte (soi-disant) déclenchée contre lui par les principaux gouvernements du monde échoue tristement.

Industries et trafics illicites

En novembre 2004, l'Otan (dont la raison d'être est militaire) publiait une note intitulée « Le crime organisé transnational, une menace croissante pour le marché mondial » dans laquelle on lisait « le coût du crime organisé s'élève à environ 2 % du PNB des pays développés ; pour les pays en développement, c'est sept fois plus (de 10 à 15 % du PNB)... L'économie souterraine contrôle de 50 % à 75 % des liquidités aujourd'hui en circulation... Seuls les réseaux criminels transnationaux sont capables d'organiser et de gérer dans la durée les flux transnationaux de clandestins ». Venant de l'Otan, ce cri d'alarme étonna et tomba un peu dans le vide ; or il était pleinement justifié, comme on va maintenant le voir.

Flux et trafics

Les êtres humains

Selon l'ONU, la traite des êtres humains (77) sous ses deux formes : contrebande (le migrant illicite paie pour franchir des frontières) ; trafic (violence, mise en esclavage, prostitution, etc.) ; concerne chaque année environ 4 millions de personnes, et génère un chiffre d'affaires de 7 à 10 Md$.

Une situation qui s'est sérieusement aggravée depuis la fin de l'ordre bipolaire pour deux raisons concomitantes.

Le premier résultat réel de la chute du mur de Berlin fut, d'abord en Europe de l'Est et de là, par ruée massive vers l'ouest, une explosion de la prostitution et de ce qu'on nomme aujourd'hui « industrie du sexe » : ruine des économies ex-communistes, aisance de déplacement, tout alors y a concouru.

Dans notre société de l'information, une évolution culturelle vers l'individualisme et l'hédonisme transformait au même moment

(77) Agrégation de données provenant de deux institutions des Nations unies, l'Office international des migrations et du Bureau international du travail. Les chiffres ci-dessus sont les plus restreints, concernant les cas où l'implication criminelle est probable. Dans son acception la plus vaste, le trafic des êtres humains (TEH) affecte mondialement 27 millions de personnes par an, subissant divers types de contraintes, morales ou physiques, pour un CA de quelque 31 Md$. Le TEH générerait chaque année un CA de 1 à 3 Md$ en Chine, et de 6 à 9 Md$ à la frontière Mexique/États-Unis.

une « industrie du sexe » hier honnie et scandaleuse, en un banal élément récréatif et spectaculaire. Loretta Napoleoni (*op. cit.*) observe ainsi que frapper « *female escort* » [78] sur *Google UK*, fournit sur le champ 760 000 réponses.

Résultat : le « marché » mondial de cette industrie du sexe, contrôlée par le crime organisé, dépasse dès 2006 les 50 Md$/an [79].

Les armes légères

Les « armes légères » [80], toutes servies par un homme, deux maximum, sont des fusils d'assaut, pistolets automatiques ou revolvers, pistolets-mitrailleurs, lance-roquettes antichar (LRAC) lance-roquettes antiaériens (LRAA), grenades, mines antipersonnel, etc.

À l'échelle mondiale : environ 1 250 entreprises sises dans 90 pays fabriquent chaque année 8 millions de ces armes légères (7 millions pour le commerce, 1 million pour les militaires), ainsi que 10 milliards de munitions à leur usage ; pour l'ONU, le marché annuel direct des armes légères (armes neuves, donc, excluant l'énorme marché de l'occasion) serait de 4 Md$ dont un quart (soit 1 Md$), relève du marché noir ; les armées officielles des États reconnus sont supposées posséder 200 millions de ces armes.

Depuis 1947, 70 à 100 millions de fusils d'assaut *Kalachnikov AK 47* (originaux et copies) ont été fabriqués de par le monde. Or les seules authentiques « armes de destruction massive » vraiment utilisées au monde sont en fait ces armes dites « légères ».

Il y aurait au monde quelque 100 000 lance-roquettes opérationnels (*Manpads* pour les militaires anglo-saxons) « perdus et introuvables » ; lesquels peuvent toucher un avion de ligne au décollage, un train en circulation, un bâtiment-cible, etc.

---

(78) Prostituée « commandée », ainsi qu'une *pizza*, par téléphone ou sur *Internet*.

(79) Le marché de l'industrie du sexe (cinéma et *Internet* porno, salons de massage, *eros-centers, sex-shops*, bars à hôtesses, *escort-girls*) est distinct de celui du trafic d'êtres humains, même si, bien sûr, ils se recoupent. Source : enquête de *BBC news*, novembre 2006.

(80) Consulter sur ce point les rapports et publications du *Graduate Institute of International Studies*, de Genève, et notamment son « *Small Arms Survey* ». Lire aussi « *Illicit global arms trade still flourishes », IPS*, 29 juin 2006.

À la chute de Saddam Hussein, 7 à 8 millions d'armes légères se sont éparpillées au Moyen-Orient, aggravant l'énorme vague terroriste qui dure depuis lors.

Dans la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), les guerres tribales ont provoqué 5,4 millions de morts d'août 1998 au début de l'année 2008 ; nombre des décès proviennent d'épidémies et de famines, mais 10 % des assassinats, exécutions sommaires et massacres perpétrés à l'aide d'armes légères, soit plus de 500 000 homicides en dix ans (81).

Les Nations unies estiment plus largement que les armes légères illicites provoquent environ 300 000 morts chaque année dans le monde (conflits locaux, attentats, assassinats, suicides, etc., dont les trois-quarts sur le seul continent africain), soit de l'ordre de 35 homicides chaque heure.

Les faux et contrefaçons

Le chiffre d'affaires mondial d'une « industrie » toujours plus contrôlée par le crime organisé dépasserait désormais les 400 Md€ par an, soit de 7 à 10 % du CA du commerce mondial (82).

Dans l'Union européenne, les saisies opérées par les divers services douaniers s'élèvent à 43 000 en 2007, contre 37 000 en 2006 (+ 17 %) (83).

Au niveau mondial, le piratage, le vol et la contrefaçon auraient bondi de 1 000 % entre 2004 et 2007 (84).

En France, 200 000 articles contrefaits ou piratés furent saisis en 1994 et 6 millions en 2006, soit une augmentation de 3 000 %. Pour 2007, les chiffres officiels de la douane relèvent encore, en un an, une nouvelle hausse de 15 % des saisies et de 19 % des constatations ; ce hors contrefaçon des cigarettes.

---

(81) *« Congo's war and aftermath have killed 5,4 millions », Washington Post*, 23 janvier 2008.

(82) Voir notamment « Contrefaçon en Europe : le vent en poupe », Mickaël Roudaut, *Sécurité globale*, été 2008.

(83) 75 millions d'articles contrefaits ou piratés saisis en 2004, 128 millions en 2006 ; il n'en a été saisi « que » 79 millions en 2007, du fait d'une adaptation des contrebandiers à la répression (ils fractionnent les livraisons). De 1998 à 2004, les saisies ont augmenté de 1 000 %. Rappelons qu'en Europe, les contrôles douaniers portent sur 3 à 5 % des biens entrants...

(84) *Global Fraud Report*, Kroll, 2008.

Contrefaçon et trafic de médicaments *

L'OMS (*WHO*) estime que 8 % de la production mondiale de médicaments est contrefaite, pour un CA de 32 Md$ — et 500 000 morts — annuels.

La projection de l'OMS prévoit en 2010 un marché du médicament illicite de 75 Md$ – et un million de morts – dans le monde.

Au Nigeria par exemple, 8 cachets sur 10 sont contrefaits.

* Voir références et documents de l'ONU (2005-2007) et aussi : *« Death by Dilation »*, Robert Cockburn, *American prospect*, 20 décembre 2005 ; *« Substandard and counterfeit medecine », Fact Sheet 275, World Health Organization*, novembre 2003.

La contrefaçon et le piratage, répétons-le, ont désormais échappé à leurs « inventeurs », petits malins et amateurs doués, et sont toujours plus contrôlés par le crime organisé, qui dispose pour s'emparer des réseaux et trafics les plus juteux d'une vaste et efficace palette de méthodes allant de l'intimidation à l'homicide.

Rappelons que les bandits n'inventent jamais rien : opportunistes, prédateurs, ils sautent en revanche brutalement sur toute combine ou trafic (licite ou pas) largement et durablement lucratif : les stupéfiants furent à l'origine produits par des chimistes corrompus et transportés par des dilettantes, avant de tomber aux mains des mafias.

Tel est aujourd'hui le sort du faux et du piratage, qui du fait même de l'injection massive de méthodes et de capitaux criminels, prennent une ampleur industrielle. Selon *Interpol* en effet, et divers syndicats professionnels concernés.

Depuis le début de la décennie 90, le commerce des biens contrefaits s'est développé huit fois plus vite que celui des biens légitimes. Le commerce en ligne des biens contrefaits dépassait, dès 2007, 25 Md$/an. La contrefaçon mondiale coûte à l'industrie du logiciel (*software*) 13 Md$/an ; à l'industrie musicale, 5 Md$/an. Pour les seules entreprises des États-Unis, le préjudice annuel (toutes activités confondues) est de 200 à 250 Md$/an.

En 2005, il était en Espagne cinq fois plus lucratif de produire et vendre un kilo de *CDRoms* vidéo ou audio, que de produire et vendre un kilo de haschisch (arbitrage criminel vite effectué par les malfaiteurs...).

Négoce de biens contrefaits *

Le négoce de biens contrefaits représente de 5 à 7 % du commerce mondial. Sont illicitement (hors licences & droits) vendus dans l'Union européenne :

39 % du *software*,
16 % des produits audiovisuels,
10 à 16 % des textiles,
10 % de la musique,
5 à 10 % des pièces détachées automobiles,
5 à 7 % des produits de sport et de loisir.

* *International Chamber of Commerce, ICC Counterintelligence bureau*, 2007.

CONCLUSION

Ce texte vise à offrir des perspectives, à ouvrir un horizon ; il n'est bien sûr pas question d'apporter ici de réponses aux problèmes soulevés mais de poser le diagnostic le plus proche possible du réel, sur ce qui est dangereux ou menaçant, devant nous sur la route. Car sans perspectives et sans horizon, nul ne peut surmonter des problèmes, dangers, etc., qu'il faut à l'inverse avoir justement décelés et ce, à temps.

Si guérir d'un trait de plume toutes les misères du monde n'est pas dans nos ambitions, il reste néanmoins utile d'imaginer des ripostes appropriées aux dangers du monde, présent et à venir. C'est ce sur quoi nous concluons, à partir du concept juridique de « cadre criminel ».

Les entités durablement dangereuses du monde réel (criminelles, terroristes, hybrides) opèrent toutes dans un cadre donné (85). Toutes ont des lois propres, des règles, des réseaux, des modèles et s'ancrent dans un tissu social et économique propre ; même si ce cadre n'est pas celui que nous imaginons, ou voudrions, ou pensons connaître.

Or aujourd'hui, nul système juridique au monde ne réprime vraiment le cadre criminel dans lequel opèrent toutes les entités dangereuses dépeintes dans cette étude (86).

(85) Ce cadre criminel d'activité crée en fait un « champ préalable d'inspection », concept évoqué plus haut (voir notes 12 & 14).

(86) Voir la pertinente analyse « Deux types de criminalité organisée : mafia et corruption, leurs points de rencontre », Dossier *La lutte contre la corruption*, Recueil Dalloz, 2008.

L'association de malfaiteurs n'envisage que l'immédiat ; c'est une circonstance aggravante pour les auteurs et complices d'un acte précis (vol à main armée, homicide, etc.). Et même si le fameux article 416 bis du Code pénal italien réprimant « le délit d'appartenance à une association de type mafieux » perçoit bien l'association encadrant le crime, il ne sanctionne finalement que des individus.

Nos systèmes juridiques actuels, s'ils permettent de punir, plus ou moins efficacement, des individualités, sont parfaitement incapables de démanteler, de détruire une bonne fois pour toutes, des entités criminelles ou terroristes. Toutes les justices des États de droit [87], tous nos dirigeants politiques, espèrent en fait la même chose : que la répression individuelle finira au bout du compte par affaiblir, puis anéantir l'organisation, le réseau, la bande, un peu comme la leucémie tue le patient à force de détruire ses globules. Annonçant en 2003 que « les deux-tiers des cadres d'*Al-Qaïda* ont été mis hors de combat », la Maison-Blanche semble ainsi considérer ces fanatiques comme les pièces d'un jeu, au nombre fixé d'avance et qu'il suffit de prendre toutes pour gagner la partie. Or cet espoir implicite est vain, tout le montre, *Al-Qaïda*, les familles mafieuses siciliennes, les *Maras* et le Hezbollah (pris entre cent autres) disposent tous à l'évidence de puissants et efficaces dispositifs de régénérescence.

Envisager la répression d'entités dangereuses ou menaçantes à partir de leur cadre criminel est donc important ; d'autant que la prise en compte dudit cadre, partant de tout un préalable travail de renseignement et d'analyse, permettra de déceler un monde d'harmonies criminelles aujourd'hui ignorées, ou négligées.

Voici un exemple d'harmonie criminelle. Le maire de New York (à l'époque, Rudolf Giuliani) décida un jour de réprimer fermement la fraude dans le métro. Son ambition était morale : comment exiger des New-Yorkais qu'ils paient leurs écots quand, sous leurs yeux, les fraudeurs sautaient gaillardement les bornes de contrôle ?

Dans le respect des lois en vigueur, les fraudeurs furent donc interpellés, contrôlés, sanctionnés. Or le service de sécurité du métro constata peu après une baisse énorme, 50 % et plus, du nombre des « vols avec violence » ! Une enquête consécutive démontra que, pour

(87) Toutes fondées en leur temps pour prendre en compte individuellement et sanctionner de façon mesurée des malfaiteurs considérés dans leur singularité.

nombre des agresseurs, payer le métro est une pratique de « cave », donc exclue. Un « vrai mec » ne paye pas le métro !

De même, user d'un téléphone portable « honnête » répugne à ces individus, leur « statut social criminel » exigeant que leur portable soit « bricolé » ou volé. Frauder et porter un portable volé multiplie les risques ? Raisonnement de bourgeois froussard. Un « vrai mec » prend des risques ; c'est même son orgueil.

Nombre d'autres harmonies criminelles sous-jacentes existent à l'évidence dans tout le champ du crime et du terrorisme, et bien au-delà. Pour ne prendre que quelques exemples avérés.

Des trafics, armes contre cocaïne, ont déjà été repérés (mais pris et jugés de façon anecdotique) entre les Farc, l'ETA et la *Camorra*. La célèbre *D-Company* pratique à la fois le terrorisme, diverses activités mafieuses, la contrebande tricontinentale, en lien avec peut-être cent autres entités criminelles, terroristes ou hybrides, à travers trois continents. Des *Hells Angels* néerlandais, deux frères de 33 et 38 ans, membres des « chapitres » d'Ijmuiden et Amsterdam du gang motocycliste, ont reconnu lors d'un récent procès des trafics d'armes avec le Hezbollah et l'IRA [(88)].

Des clans mafieux italiens (*Alvaro*, de Reggio de Calabre, *Ndrangheta* ; *Di Lauro*, de Naples, *Camorra*), sont alliés pour importer à Naples de la cocaïne colombienne, *via* l'Espagne, et la vendre ensuite dans le Nord du pays (Ligurie et Emilie-Romagne) [(89)]. Le clan camorriste Giuliano et un gang chinois contrôlent ensemble le quartier romain de l'Esquilin (le *Chinatown* local) et y vendent des vêtements et articles de mode contrefaits, venus de Chine et livrés à Naples. Les profits sont réinvestis dans l'achat d'agences immobilières, de bars, de restaurants et de garages [(90)].

Quels coups sévères porterait-on à toutes ces entités, les terroristes, les mafieuses et les hybrides, et ce dans tous leurs champs d'action, en considérant désormais comme stratégique le cadre et les harmonies — le terreau criminel — dans lesquels ils opèrent, puis en entreprenant de les nettoyer ? Ce, au lieu de « saucissonner » l'ensemble en mille procédures tatillonnes, pathétiquement lentes et

(88) *AP*, 16 mai 2007, « *Hells Angels delivered to terrorists* ».
(89) *ANSA*, 15 juillet 2008, « *Pact Camorra-Ndrangheta for drugs, seven arrests* ».
(90) *ANSA*, 15 juillet 2008, « *Chinese mafia – Camorra gang busted* ».

finalement inutiles, selon des codes dépassés ; et aussi futiles face à de tels agrégats de bandits et de fanatiques que l'usage d'un mousquet à pierre contre un *Rafale* ?

Xavier RAUFER

Xavier Raufer est chargé de cours à l'Institut de criminologie de Paris et directeur des études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, Université Paris II-Panthéon-Assas. Pour en savoir plus : www.drmcc.org et www.xavier-raufer.com.

ANNEXE 1
État-nation, État-marché

Hier, l'État-nation

Sous sa forme classique (fin du XVIIe siècle à la fin du XXe), l'État-nation classique dispose d'un monopole territorial de la violence légitime ; son ordre juridique repose sur la propriété privée ; respectueux d'une légalité formelle, il privilégie les fonctions d'arbitrage.

À l'extérieur, un ordre international interétatique fondé sur la souveraineté des États compose un « concert de nations » ayant une vision commune des rapports entre État et société, entre politique et religion. Quand une crise grave éclate et que la guerre doit trancher, là encore, cette vision commune maintient le conflit entre États dans des limites (plus ou moins) raisonnables.

Aujourd'hui, l'État-marché

L'Union européenne devient visiblement un regroupement d'« États-marchés », forme étatique nouvelle, désengagée, décentralisée et mondialisée ; adepte des privatisations, de la sous-traitance (outsourcing) et de la mise en réseau. Son fonctionnement s'opère moins par le truchement de lois et régulations, que par communication et incitations sur les marchés. Enfin, l'État-marché est moins attentif aux desiderata des électeurs (qui votent rarement) qu'à ceux des consommateurs (quotidiennement à l'œuvre).

Pour le professeur Philip Bobbitt *, inventeur du concept, les États-Unis d'Amérique sont d'ores et déjà un « État-marché » et donc : ce n'est pas un État-providence (action minimale dans le domaine social) ; il n'assure qu'une sécurité (intérieure) basique et limitée ; il donne en revanche accès à une foule de biens et de services et facilite, en général, la vie des citoyens.

Dans cet État-marché, la participation directe du peuple aux affaires publiques est limitée ; par crises, la politique y essuie de fortes tempêtes médiatico-émotionnelles. S'ajoutent à cela d'autres spécificités, aujourd'hui plus constatables aux États-Unis, mais déjà décelables en Europe : frontières fluctuantes entre sphère publique et sphère privée, évolutions brusques dans les champs de l'économie et de la technologie ; richesses mal partagées, fort avantage consenti aux individus et entités flexibles, adaptables, opportunistes ; opinion versatile, hypersensible aux modes, incapable d'obstination ou d'acharnement.

---

* Philip Bobbitt est professeur de droit constitutionnel à l'Université du Texas. Son livre le plus récent, traitant de l'État-marché confronté à la « guerre à la terreur » est *Terror and consent, the ward for the twenty-first century*, Knopf NY, 2008. Lire aussi : *The shield of Achilles, war, peace and the course of history*, Penguin Press, London UK, 2002 et *« The father of it all ? A persuasive vision of epochal war and state formation », Times Litterary Supplement*, 21 juin 2002.

ANNEXE 2
Ce que fut la première mondialisation

La première mondialisation (à la fin du XIXe siècle) eut *de facto* l'allure idyllique du tableau ci-après peint par Keynes ; mais la fin de l'épisode, à l'été 1914, rendit l'Européen durablement méfiant : « Si tel était son choix, un gentleman anglais pouvait vers 1900 emprunter des moyens de transport confortables et peu chers, pour quelque continent ou pays de son choix, sans passeport ni formalités. Ayant dépêché un domestique à sa banque pour y chercher la quantité de métal précieux de son choix, il partait pour l'étranger sans se soucier de religions, langues ou coutumes locales, son viatique en pièces d'or dans ses poches. Ce gentleman aurait été fort irrité et surpris du moindre obstacle sur sa route. Mieux encore, il considérait comme normal, assuré et durable l'état de fait ci-dessus dépeint, n'en attendant une inflexion que pour plus d'aisance encore » *.

* « *The economic consequences of peace* », John Maynard Keynes, publié en 1919 ; dernière édition en anglais, Transaction Publisher, 2003, traduction par l'auteur.

ANNEXE 3
Derrière les images d'Épinal, la réalité criminelle du Brésil

Le Brésil est le bon élève de la classe des pays émergents ; futures grandes puissances du XXIe siècle, nous disent à l'envie les médias. Or cette présentation des faits oublie ou occulte la grave criminalisation de ce pays corrompu, désormais plate-forme principale des trafics de cocaïne vers l'UE.

Sur la réalité criminelle du Brésil, voici l'extraordinaire interview du chef du Premier commando de la capitale, armée criminelle de plusieurs milliers de « soldats », dont le fief est Sao Paulo.

Entretien avec Marco Camacho (*alias* Marcola, chef du PCC, *Primer Comando da Capital*, emprisonné à Rio de Janeiro), accordée à un journaliste du *Globo* le 23 mai 2006. Entrevue publiée dans *Segundo Cuaderno* (Éditions *Globo*).

Es-tu du PCC ?

Marcola - Beaucoup plus, je suis le symptôme de cette époque. J'étais pauvre et invisible. Aucun de vous ne m'avait jamais regardé pendant des décennies et autrefois c'était facile de résoudre le problème de la misère. Le diagnostic était évident : exode rural, inégalités de revenus, bidonvilles... Mais la solution n'apparaissait jamais. Qu'est-ce qui a été fait depuis ? Rien. Est-ce que le gouvernement fédéral a jamais consacré le moindre budget pour nous ? Nous n'apparaissions que lors des effondrements des quartiers de collines, ou jouant de la musique romantique sur « nos belles collines quand se lèvent le soleil » et toutes ces sortes de choses. Aujourd'hui nous sommes riches grâce à la multinationale de la cocaïne. Et c'est vous qui commencez à mourir de peur. Nous sommes le commencement tardif de votre conscience sociale. Vous voyez bien. Je lis Dante depuis que je suis en prison.

Mais quelle serait la solution ?

Marcola - Une solution ? Mais il n'y a pas de solution, mon frère ! L'idée même d'une solution est une erreur. Tu as vu la dimension des 560 bidonvilles de Rio de Janeiro ? Tu as survolé en hélicoptère la périphérie de Sao Paulo ? Quelle solution ? Seulement si on investissait de façon organisée des millions

de $, avec un gouvernement de très haut niveau, avec une vraie croissance économique, une révolution dans l'éducation, une politique globale d'urbanisation, le tout sous la poigne de fer d'une tyrannie éclairée capable de bousculer la paralysie bureaucratique séculaire, capable de passer par-dessus le pouvoir législatif complice. Ou tu crois peut-être que les vampires traditionnels resteront sans réagir ? Si on n'y fait pas attention, ils seraient capables de bouffer le PCC lui-même. Et le pouvoir judiciaire qui empêche les sanctions ? Il faudrait une réforme radicale du processus pénal dans ce pays. Il faudrait que les polices municipales, provinciales et fédérales travaillent enfin en bonnes coordination et intelligence (au lieu de ça) te rends-tu compte que je peux organiser des vidéoconférences par portables depuis ma cellule avec les autres prisons de la ville ? Mais une telle politique coûterait des milliards de $ et impliquerait une mutation psychosociale radicale dans les structures politiques du pays. Or, c'est impossible (donc) il n'y a pas de solution.

Tu as peur de mourir ?

Marcola - C'est vous qui avez peur de mourir, pas moi. Ou, pour mieux dire : ici, dans la prison, c'est vous qui ne pouvez pas entrer et me tuer, tandis que moi, je peux d'ici commander qu'on vous tue au-dehors. Nous sommes des hommes-bombes. Nous sommes au centre même de l'insoluble. Vous vous imaginez situés entre le bien et le mal, avec au milieu l'unique frontière : la mort. Nous, nous sommes une nouvelle espèce, nous sommes des créatures différentes de vous. Pour vous, la mort c'est un drame chrétien qui se joue dans un lit ou lors d'une attaque cardiaque. Pour nous, la mort c'est le pain quotidien, c'est la fosse commune. Vous, les intellectuels, vous nous parlez de luttes de classes, de marginalité, d'héroïsme. Et puis nous arrivons, nous. Ha ! Ha ! Ha ! Je lis beaucoup. J'ai lu 3 000 livres et j'ai lu Dante (depuis que je suis en prison). Mes soldats à moi sont d'étranges anomalies du développement tordu de ce pays. Il n'y a plus de prolétaires, de malheureux, d'exploités. Il y a, en train de se développer dehors, une chose étrange qui prospère dans la boue, qui s'éduque dans l'analphabétisme le plus absolu, qui se diplôme dans les prisons, comme un monstre « Alien » caché dans les recoins de la ville. Déjà a surgi un nouveau langage. Vous, vous avez renoncé à écouter les enregistrements réalisés « avec l'autorisation » des autorités judiciaires officielles ? C'est bien ça. C'est une autre langue. Celle de la post-misère. Oui, c'est ça : la post-misère engendre une nouvelle culture assassine, relayée par la technique, les satellites, les portables, *Internet*, les armes modernes. C'est la merde avec chips et mégabits. Mes partisans sont une mutation de l'espèce sociale. Ce sont les champignons d'une gigantesque et dégueulasse erreur.

Qu'est-ce qui a changé dans les « périphéries » ?

Marcola - Ah, on y arrive ! Vous croyez que celui qui a 40 M$ comme Beira Mar (« Fernandinho Beira Mar », ou « P'tit Fernand du Bord de Mer », autre chef de méga-gang, Beira Mar est le nom d'une favela) n'a pas le pouvoir ? Avec 40 millions de $ la prison est un hôtel, un bureau d'études. Quel policier va détruire cette mine d'or, tu me suis ? Nous sommes une entreprise riche, moderne. Si un fonctionnaire trébuche ; il est congédié, « cramé au micro-onde ». C'est vous qui êtes l'État en faillite, dominé par des incompétents. Nous, nous avons des méthodes de gestion agile. Vous, vous êtes lents, bureaucratiques. Nous, nous luttons sur notre propre terrain. Vous, vous êtes en terre étrangère. Nous, nous n'avons pas peur de la mort. Vous, vous mourez de trouille. Nous, nous sommes bien armés. Vous, vous avez des calibres 38. Nous, nous sommes à l'offensive. Vous, vous êtes sur la défensive. Vous, vous

avez la manie de l'humanisme. Nous, nous sommes cruels, sans pitié. C'est vous qui nous avez transformés en superstars du crime. Nous, nous vous prenons pour des clowns. Nous, nous avons l'appui de la population des bidonvilles qui nous suit par peur ou par amour. C'est vous qui êtes haïs. Vous êtes localistes, régionalistes. Nos armes et nos produits à nous viennent de l'extérieur, c'est nous les « globalisés ». Mais nous ne vous oublions pas : vous êtes nos clients. Vous, vous nous oubliez dès que la peur de la violence que nous provoquons est passée.

Mais alors, que faire ?

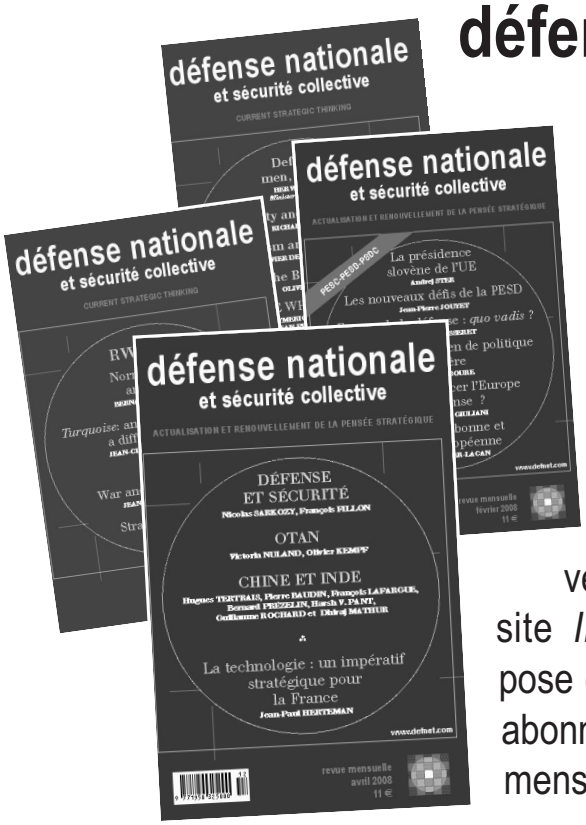
Marcola - Je vais vous donner une idée, même si elle doit se retourner contre moi. Attrapez les « barons de la poudre » (la cocaïne). Parmi eux, il y a des députés, des sénateurs, des généraux, et même des ex-présidents du Paraguay qui pataugent dans le trafic d'armes et de cocaïne. Mais qui se risquera à faire ça ? L'armée ? Avec quel budget ? Elle n'a même pas de quoi donner à bouffer à ses bidasses. Le pays est exsangue et l'État est moribond, avec des intérêts de 20 % par an. Et le Lula qui augmente encore les dépenses publiques en recrutant 40 000 parasites sans vergogne ! Vous croyez que l'armée serait capable de lutter contre le PCC ? Je lis en ce moment De la guerre, de Clausewitz. Il n'y a aucune perspective de succès contre nous. Pour en finir avec nous, il faudrait rien moins que larguer une bombe atomique sur les bidonvilles. Vous imaginez ? Ipanema radioactive ! (Ipanema : favela « d'exportation », popularisée par les films et les chansons vantant la « spontanéité créatrice des pauvres heureux sous les tropiques »).

Alors : pas de solution ?

Marcola - Vous ne remporterez aucun succès tant que vous continuerez à défendre la « normalité ». Car il n'y a plus de normalité. Vous devez faire l'autocritique de votre propre incompétence. Mais soyons francs, sérieusement : quelle est la morale de tout ça ? Nous sommes au milieu de l'insoluble. Seulement nous, nous en vivons et vous, vous êtes dans l'impasse. Reste la merde. Or nous, nous savons travailler dans la merde. Écoute-moi bien, mon frère : il n'y a pas de solution. Et tu sais pourquoi ? Parce que tu ne comprends rien à la dimension du problème. Comme l'a écrit le divin Dante : « Perdez toute espérance. Nous sommes tous en enfer ».

ANNEXE 4
Department of Homeland security : scénarios plausibles d'attentats, ou de catastrophes, aux États-Unis

Usage d'une bombe atomique de 10 kilotonnes dans un grand centre urbain. Attentat à base d'anthrax en aérosol. Épidémie de peste pulmonaire. Épidémie de SRAS originaire d'Asie. Épandage de poisons chimiques dans un stade de football. Attentat visant une raffinerie de pétrole. Explosion d'un réservoir de chlore. Séisme de 7,2 degrés sur l'échelle de Richter. Ouragan géant sur un centre urbain. Bombes terroristes visant une enceinte sportive ou des services d'urgence. Empoisonnement de steaks hachés par de l'anthrax liquide. Épidémie de fièvre aphteuse. Cyber-attaque visant l'infrastructure financière du pays.



défense nationale

et sécurité collective

est une publication mensuelle. Les questions militaires, stratégiques, politiques, économiques et scientifiques y sont abordées sous l'angle de la défense et de la sécurité.

La revue existe en deux éditions, française et anglaise, versions papier et numérique. Son site *Internet* (www.defnat.com) propose ces produits en ligne, ainsi qu'un abonnement à la *Lettre d'informations* mensuelle.

Abonnement 2009 (11 numéros)
France : 90 € - UE : 120 € - Autres : 130 €

Nom ..... Prénom .....

Société .....

Fonction .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

Chèque ❑ mandat ❑ CCP Paris 516 57 E ❑

Date ..... **Signature**

BP 8607, 75325 Paris cedex 07 - Tél. : 01 44 42 38 23
Fax : (33) 01 44 42 31 89 - redac@defnat.com